

2021-2022

RAPPORT BEI MONDE

L'HISTOIRE



Banque
européenne
d'investissement



BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT

2021-2022

RAPPORT BEI MONDE L'HISTOIRE



Rapport BEI Monde 2021-2022 – L’histoire

© Banque européenne d’investissement, 2022.

98 -100, boulevard Konrad Adenauer

L-2950 Luxembourg

+352 4379-1

info@eib.org

www.eib.org

twitter.com/eib

facebook.com/europeaninvestmentbank

youtube.com/eibtheubank

Tous droits réservés.

Toutes les questions relatives aux droits et aux autorisations doivent être transmises

à l’adresse suivante : publications@eib.org

Le présent rapport a été rédigé avec la participation active de nombreux collaborateurs du Groupe BEI. Nous les en remercions chaleureusement.

Nos financements soutiennent la durabilité dans tous les domaines, y compris dans celui de la biodiversité. Un million d’espèces sont menacées d’extinction et les populations de pollinisateurs diminuent de manière drastique. Cette situation constitue non seulement un défi moral pour l’humanité, mais aussi un problème économique. À l’échelle mondiale, la pollinisation des cultures représente une contribution équivalente à 150 milliards d’euros par an. Les écosystèmes contribuent à l’économie mondiale à hauteur de 140 000 milliards d’euros chaque année. Les pollinisateurs sont petits, mais ils nous apportent énormément. C’est pourquoi nous les mettons à l’honneur en couverture de nos principaux rapports cette année.

Le Groupe BEI remercie les promoteurs et fournisseurs suivants pour les prises de vues illustrant ce rapport.

Crédits photo : BEI, GettyImages, Ecotierra, DR. Tous droits réservés.

L’autorisation de reproduire ou d’utiliser ces prises de vues doit être sollicitée directement auprès du détenteur des droits d’auteur.

Pour plus d’informations sur les activités de la BEI, veuillez consulter le site web www.eib.org

Vous pouvez également écrire à l’adresse info@eib.org

Abonnez-vous à notre bulletin électronique à l’adresse www.eib.org/sign-up

Publication de la Banque européenne d’investissement.

Imprimé sur du papier FSC®.

La BEI utilise du papier certifié par le Forest Stewardship Council (FSC), parce qu’il est fabriqué par des personnes qui aiment les arbres. Le FSC soutient une gestion des forêts de la planète qui allie respect de l’environnement, utilité sociale et viabilité économique. Nous le savons tous : lire, c’est bon pour nous. C’est bon aussi pour la planète, mais pas sur n’importe quel papier.

TABLE DES MATIÈRES

V	AVANT-PROPOS : UNE RÉPONSE AUX CRISES
1	DE L'ESPOIR POUR L'UKRAINE
4	DES FINANCEMENTS DANS LE MONDE ENTIER
6	ACTION EN FAVEUR DU CLIMAT ET DURABILITÉ
7	LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET LA TRANSITION JUSTE
10	DES VERGERS OÙ L'ON CULTIVE L'ÉQUITÉ
12	DRAINER LES EAUX PLUVIALES
14	DES MONUMENTS ANCIENS, UN MÉTRO MODERNE
16	UN COUP DE POUCE AUX ÉLEVEURS PASTORAUX
18	DES FINANCEMENTS POUR TOUTES ET TOUS
19	SORTIR DES CASES LIÉES AU GENRE
22	HORS DES SENTIERS BATTUS
26	DES POSSIBILITÉS ÉLECTRISANTES POUR LA SOCIÉTÉ
28	UN VÉRITABLE FONDS POUR LES FEMMES
30	L'INNOVATION ET LA RELANCE VERTE
31	LA TRANSITION NUMÉRIQUE AU SERVICE DE L'ÉCONOMIE AFRICAINE
34	UNE CAPACITÉ MONDIALE DE PRODUCTION DE VACCINS
36	UNE ACTION MONDIALE, UN CHANGEMENT LOCAL
38	L'ÉDUCATION APRES LA PANDÉMIE
40	VERS UN MEILLEUR COMBUSTIBLE
43	POSTFACE : UN AVENIR FAIT DE PAIX ET DE PROSPÉRITÉ

AVANT-PROPOS DU PRÉSIDENT

UNE RÉPONSE AUX CRISES

“ Aucune institution ne peut répondre seule aux énormes besoins en matière d’investissements. ”



Face aux multiples crises dans le monde, la Banque européenne d’investissement donne une forme nouvelle à son intervention à l’extérieur de l’Union européenne afin de relever les défis mondiaux en produisant un impact toujours plus grand.

Le présent rapport illustre les fondements sur lesquels repose notre nouvelle branche : BEI Monde. Il fait le récit de projets qui répondent aux grands défis auxquels nous sommes confrontés – les changements climatiques, le développement, les technologies innovantes nécessaires pour accéder à un avenir résilient et prospère – et il présente les contributions de certains de nos experts dans ces domaines. Leur lecture offre un aperçu des nouvelles orientations que BEI Monde s’est données, en s’appuyant sur des décennies d’expérience du travail mené à l’extérieur de l’Union européenne.

Partant des objectifs de l’UE en matière de durabilité, de développement, d’action climatique et de transition numérique, BEI Monde met en œuvre des instruments et des projets concrets. Aucune institution ne saurait à elle seule répondre aux énormes besoins en matière d’investissements, ni réunir en son sein toutes les connaissances qui font la réussite des projets. Les partenariats représentent un levier essentiel. Les pays en développement ont besoin de plus de 2 000 milliards d’EUR d’investissements supplémentaires chaque année, au moyen d’une multitude de projets visant à rendre leurs sociétés durables. Toutes et tous, nous devons adapter notre façon de travailler et faire preuve d’ouverture à l’égard de la coopération et de l’apprentissage face à cette mission d’envergure.

BEI Monde vise à accroître l'impact des investissements. Cet aspect est abordé plus en détail dans le volume rédigé par nos économistes qui accompagne ce rapport. BEI Monde envoie également un signal explicite quant à la position clairement affichée par l'Union européenne en matière de développement mondial, notamment en cette période de turbulences consécutive à l'agression russe contre notre proche voisin, l'Ukraine. Chaque projet encadré par BEI Monde répond à un besoin économique vital, tout en promouvant des valeurs de liberté, de dignité humaine et d'État de droit dans un monde moins stable que nous ne l'imaginions auparavant. La structure de BEI Monde répond à ce besoin, car elle est conçue pour favoriser des partenariats solides et ciblés, au sein de l'Équipe Europe et par son entremise, aux côtés de la Commission européenne et de tous les membres de l'Union européenne.

BEI Monde nous aide à investir dans un plus grand nombre de solutions à nos problèmes planétaires, à découvrir et à financer les nouvelles technologies détentrices des solutions, et à galvaniser l'énergie et l'ingéniosité du secteur privé. Elle préconise de donner une plus large place à la technologie et à l'expertise dans plus de 160 pays à travers le monde. Dans le domaine de l'action en faveur du climat, par exemple, l'innovation signifie que certains pays pourront s'affranchir entièrement de l'étape polluante du développement industriel et passer directement à une économie verte. Tout comme les changements climatiques ne s'arrêtent pas aux frontières nationales, la prospérité partout dans le monde nourrit les échanges mondiaux et contribue à son tour à celle de l'Europe. Où qu'elle s'installe, la croissance durable est une bataille remportée à l'échelle mondiale contre nos problèmes majeurs.

Au cours de la dernière décennie, la Banque européenne d'investissement a investi plus de 70 milliards d'euros à l'extérieur de l'Union européenne. En 2021, plus de la moitié de nos prêts dans le monde entier ont soutenu l'action pour le climat ou la durabilité. Tous les projets que nous avons financés promeuvent des perspectives de développement et la réalisation des objectifs de développement durable des Nations unies. En renforçant notre présence sur le terrain, en collaboration avec les délégations de l'UE et les partenaires européens et locaux, BEI Monde jouera un rôle clé dans la mise en œuvre des grands programmes européens, comme l'initiative Global Gateway de la Commission européenne, qui vise à investir dans des connexions de qualité avec le monde.

De la Colombie au Cambodge, en passant par l'Inde, le Malawi et la Serbie, ce rapport montre que la BEI est plus que jamais prête à s'associer aux partenaires dans le monde entier, afin d'ouvrir la voie à l'avenir fait de prospérité et de paix que les Européens appellent de leurs vœux.

Werner Hoyer

DE L'ESPOIR POUR L'UKRAINE

Nous sommes prêts à reconstruire à tout moment

Par Roy Draycott

Des gens chaleureux et des entreprises florissantes. Des bars et des restaurants animés. Des routes en bon état. Des écoles et des hôpitaux propres. C'était l'Ukraine orientale telle que je la connaissais. Il y avait certes des problèmes, mais la plupart de ses habitants semblaient heureux.

L'atmosphère a rapidement changé après l'annexion de la péninsule de Crimée par la Russie et l'occupation russe de deux grandes régions de l'est de l'Ukraine – Donetsk et Louhansk – en 2014. En 2015, la vie en Ukraine orientale est devenue particulièrement difficile. Lors de ma première visite en 2015, j'ai trouvé la région déprimante. Les infrastructures sociales et urbaines étaient en mauvais état et le bonheur des habitants avait disparu. Aucune activité ne leur était proposée. C'était déchirant.

Nous ne savons pas comment l'actuelle guerre en Ukraine se terminera, mais nous devons préparer notre réponse et examiner le travail accompli précédemment. L'aide européenne apportée à l'Ukraine ces cinq dernières années par la Banque européenne d'investissement et l'Union européenne a changé durablement bon nombre d'esprits. Nous y sommes désormais accueillis en partenaires désireux de construire un avenir meilleur.

Après l'occupation en 2014 et les batailles à l'est, de nombreuses personnes ont pris le chemin de l'ouest pour échapper aux combats. D'une ampleur considérable, ce mouvement a mis de nombreuses villes ukrainiennes à rude épreuve. Par endroits, la population a doublé. Il fallait rétablir ou améliorer des milliers de services sociaux et urbains.

“ Nous y sommes désormais accueillis en partenaires désireux de construire un avenir meilleur. ”



Une école de Volnovakha, dans le sud-est de l'Ukraine, qui avait été rénovée grâce à un prêt de la Banque européenne d'investissement. Ci-dessous, le site a été détruit lors de récents combats dans la région de Donetsk.



Des projets essentiels à la vie quotidienne

La Banque européenne d'investissement a approuvé un prêt de 200 millions d'euros pour venir en aide aux personnes qui avaient fui le conflit et aux villes qui les avaient accueillies. Le prêt a été conçu pour appuyer presque tous les projets publics essentiels à la vie quotidienne. Lorsque j'ai visité certaines parties de l'Ukraine orientale en décembre 2015 afin d'examiner les projets, j'ai pu mesurer l'ampleur de la tâche qui nous attendait. J'ai vu le personnel des urgences hospitalières opérer en manteau de fourrure parce que le chauffage avait été endommagé. Aucun verre ne protégeait des intempéries la salle d'opération, dont les murs portaient des traces de moisissures. Le carrelage était fissuré. La température atteignait moins 20 °C. La situation était intenable.

Nous avons contribué à la réparation de plus de 90 hôpitaux, d'installations médicales et d'un grand nombre d'établissements d'enseignement. Les écoles rénovées font partie des visites qui m'ont le plus réjoui. Nos prêts ont permis d'y isoler les murs, d'ajouter des fenêtres et des portes, de remplacer les toits et le câblage électrique, de réparer les conduites d'eau, d'installer des gicleurs d'incendie et d'ajouter des équipements et du mobilier. Nous avons restauré des bibliothèques et remis en état des centres d'accueil pour femmes et pour les sans-abris ainsi que des installations sportives. Un centre sportif comptait plus de 600 athlètes, dont une adolescente qui a récemment remporté un championnat international de karaté à Dublin. Nous avons approuvé des projets pour des sommes aussi modiques que 20 000 euros et aussi importantes que 5 millions d'euros. Bon nombre de ces constructions ont été bombardées et endommagées à nouveau lors des récents combats. Deux écoles que nous rénovions à Volnovakha, dans l'oblast de Donetsk, ont été rasées. Plus d'une centaine de nos projets ont été endommagés dans les zones contrôlées par les forces russes. Nous avons reconstruit 17 bâtiments (hôpitaux, jardins d'enfants et écoles) à Marioupol, qui a été en grande partie détruite.

Repartir de zéro

Avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février dernier, nous avons approuvé un deuxième prêt de relance d'un montant de 340 millions d'euros et reçu quelque 900 nouvelles propositions de projets. De nombreux projets concernaient des remises en état, mais il y a fort à parier que la reconstruction sera prochainement au centre des besoins. Nous devons repartir de zéro en ce qui concerne un grand nombre d'écoles, d'hôpitaux, de mairies, de bibliothèques, de systèmes de chauffage et de stations d'épuration.

J'ai constaté un changement d'attitude radical dans la population pendant que je vivais et travaillais dans le pays, notamment dans sa partie orientale. La Banque européenne d'investissement a gagné la confiance des maires et des gouverneurs locaux. Ils ont pu voir que lorsque nous nous engageons dans un projet, nous le mettons en place rapidement et nous le menons à son terme.

Plus important encore que notre travail, il y a la manière dont nous sommes perçus : ce que les populations locales pensent de l'Europe et de l'aide que nous leur apportons. C'est ce qui a radicalement changé et c'est ce qui restera une fois le conflit terminé. Il est toujours possible de reconstruire, mais gagner le soutien et la compréhension des populations locales est un travail de longue haleine. C'est ce que nous avons réussi à faire et le chemin que nous sommes prêts à reprendre à tout moment.

Roy Draycott est ingénieur civil principal à la Banque européenne d'investissement. Il a travaillé au bureau de la Banque à Kiev pendant six ans.

DES FINANCEMENTS DANS LE MONDE ENTIER

**PAYS DE
L'ÉLARGISSEMENT**
850 Mio EUR

**VOISINAGE
MÉRIDIONAL**
2,03 Mrd EUR

**ACP, PTOM ET
AFRIQUE DU SUD**
2,15 Mrd EUR



**VOISINAGE
ORIENTAL**
670 Mio EUR

ASIE ET CONTINENT AMÉRICAIN
1,54 Mrd EUR

ACP : Afrique, Caraïbes et Pacifique

PTOM : pays et territoires d'outre-mer

Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations figurant sur cette carte n'impliquent de la part de la Banque européenne d'investissement aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire ni l'approbation ou l'acceptation de ces frontières. À la suite des sanctions prises par l'UE à l'encontre de la Syrie en novembre 2011, la BEI a suspendu toutes ses activités de prêt et de conseil dans ce pays. Toutefois, la BEI fait partie du noyau dur du groupe des donateurs qui surveillent la situation sous la direction conjointe de l'UE et des Nations unies afin de coordonner la réponse à la crise syrienne.

ACTION EN FAVEUR DU CLIMAT ET DURABILITÉ



LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET LA TRANSITION JUSTE

Comment protéger chacun à l'heure d'une transformation rapide

La transition juste est un concept qui revient couramment dans les débats actuels sur le climat. Mais à quoi renvoie-t-elle ? Et peut-elle se concrétiser ?

Il n'existe pas de définition unique de la transition juste. D'une manière générale, elle recouvre un large éventail d'activités que nous devons mener pour que la population active et la société puissent prospérer durant la transition vers une économie neutre en carbone. Au cours de cette mutation, plusieurs millions d'emplois devraient disparaître, ce qui nuira aux populations. Parfois contraints de déménager, les travailleurs auront besoin de formations et de nouvelles possibilités d'emploi. Des régions et des industries entières dépendantes des combustibles fossiles devront se réinventer à l'horizon 2050. Une transition juste tient également compte de la nécessité de s'attaquer aux effets inégaux des changements climatiques dans le monde, les populations les plus pauvres étant parmi les plus vulnérables.

La nécessité d'assurer une transition juste figure au cœur des engagements climatiques mondiaux. L'accord de Paris sur le climat énonce les « impératifs d'une transition juste pour la population active et de la création d'emplois décents et de qualité ». Lors de la conférence des Nations unies sur le climat qui s'est tenue en 2018 à Katowice, en Pologne, les pays ont adopté une déclaration sur la transition juste afin de veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte dans la nouvelle économie verte.

Des transformations les plus indolores possible

Pour s'épargner des changements climatiques dangereux, l'économie mondiale doit subir une mutation rapide en matière d'énergie et d'utilisation des terres. Représentant les sources les plus importantes d'émissions de gaz à effet de serre, ces deux domaines sont à l'origine de la crise climatique. L'abandon progressif des combustibles fossiles et d'autres activités à forte intensité de carbone d'ici la seconde moitié du siècle et l'aide apportée aux pays développés et en développement pour procéder à des transformations structurelles profondes les plus indolores possible doivent faire partie intégrante du processus.

Actrices majeures du financement international de l'action en faveur du climat, la Banque européenne d'investissement et les autres banques multilatérales de développement se sont engagées en 2019 à soutenir une transition juste à l'échelle mondiale. Assumant son statut de plus grande banque du climat, la Banque européenne d'investissement s'efforce d'aider les populations à opérer ces transformations de manière juste et équitable.

« Assurer une transition juste pour toutes et tous » est l'un des quatre piliers de la Feuille de route du Groupe BEI dans son rôle de banque du climat, qui décrit comment nous allons atteindre nos objectifs climatiques au cours de la période 2021-2025. En dehors de l'Europe, la Banque européenne d'investissement met en œuvre une stratégie spécifique de transition juste. Nous nous appuyons sur l'expérience acquise en matière d'investissements dans des projets d'énergie renouvelable qui accélèrent l'abandon du charbon et d'autres combustibles fossiles, tout en promouvant l'action pour le climat et le développement socioéconomique.



Il est impératif de soutenir une transition juste dans les régions et les pays qui auront le plus de difficultés à assumer ces transformations. Il s'agit notamment de l'Afrique subsaharienne, du voisinage oriental de l'UE, des petits États insulaires en développement et des régions fragiles. Ce soutien est une priorité pour notre nouvelle branche du développement : BEI Monde.

Une longue expérience de l'investissement dans les énergies propres

La Banque européenne d'investissement peut se prévaloir d'une longue expérience de l'investissement dans des infrastructures axées sur les énergies propres à l'extérieur de l'Union européenne. En collaboration avec nos partenaires, nous avons soutenu l'énergie solaire en Zambie, l'énergie éolienne au Brésil, des projets d'énergie éolienne et géothermique au Kenya, l'efficacité énergétique d'infrastructures municipales en Jordanie, l'énergie éolienne et solaire en mer en Inde, l'électrification rurale d'écoles et d'hôpitaux en Gambie, l'hydroélectricité au Liberia, au Burundi et à Madagascar, et des projets hors réseau alimentant des ménages et des micro-entrepreneurs en électricité.

“ L'économie mondiale doit connaître une mutation rapide en matière d'énergie et d'utilisation des terres. ”

En Zambie, nous coopérons également avec une banque commerciale locale, Zanaco, pour fournir des prêts à long terme et une assistance technique qui aident les petits agriculteurs et les entreprises agricoles à s'adapter aux changements climatiques. En Guinée, la BEI a accordé un prêt destiné à faciliter le raccordement électrique de 1 500 pylônes de télécommunications à l'aide de panneaux solaires et de stockage sur batteries. Cette électrification réduira considérablement l'utilisation de générateurs diesel et améliorera les services de communication pour 7,5 millions de personnes à travers le pays. Elle permettra également d'élargir la couverture de téléphonie mobile aux régions isolées.

La Banque européenne d'investissement collabore avec des partenaires locaux, des organisations internationales et des États de l'Union européenne dans le cadre de divers programmes, notamment les suivants : RenewAfrica, qui promeut les énergies renouvelables dans 48 pays africains ; Desiree, un partenariat avec la Commission européenne à l'appui de projets à haut risque relatifs aux énergies durables en Afrique, en Asie et en Amérique latine ; et Desert to Power et Grande muraille verte, deux initiatives soutenant les énergies propres et le développement vert dans la région du Sahel, en Afrique.

En plus de mettre fin à l'exploitation des combustibles fossiles et d'investir dans les énergies propres, nous devons adopter une stratégie globale incluant le développement social et la durabilité environnementale. Cette démarche est au cœur de la liste des principes de transition juste que la BEI et huit autres banques de développement ont publiée en préambule de la conférence des Nations unies sur le climat (COP 26) qui s'est tenue en Écosse en 2021. Ces principes couvrent divers domaines tels que l'égalité de genre, l'autonomisation économique des femmes et des jeunes, les situations de conflit et de fragilité, ainsi que les migrations.

L'une des priorités de la Banque européenne d'investissement est de veiller à ce que les femmes soient traitées sur un pied d'égalité et bénéficient des mêmes possibilités économiques dans le contexte de l'action pour le climat. En mai 2021, la BEI s'est engagée à augmenter considérablement ses financements au titre de l'initiative SheInvest et du programme d'assistance technique African Women Rising. Lors de la conférence sur le climat de 2021, elle a présenté le Guide pour un financement climatique intégrant la dimension du genre (2X), qui aide les investisseurs à repérer des possibilités d'investissement en faveur de l'égalité hommes-femmes et de l'action pour le climat.

Nous travaillons avec la Banque africaine de développement, la Commission européenne et l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique à la mise en œuvre de Boost Africa, un programme soutenant le potentiel entrepreneurial de la jeunesse africaine dans différents secteurs : technologies, agroalimentaire, services financiers et énergies renouvelables.

La Banque européenne d'investissement cherche en permanence à concevoir des initiatives innovantes et à instaurer des partenariats qui permettent de relever durablement les défis économiques et sociaux. C'est ainsi qu'elle œuvre concrètement à la transition juste. Assurer une transition juste à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Europe, tout en luttant contre les changements climatiques, s'inscrit dans les efforts à long terme que nous intensifierons dans les années à venir.

Michael Rattinger est expert Climat à la Banque européenne d'investissement.

DES VERGERS OÙ L'ON CULTIVE L'ÉQUITÉ

Restaurer les forêts et traiter les travailleurs équitablement

Par Tammy Newmark

Il y a quelques années, Jairo Villa et sa famille vivaient dans une petite maison vétuste qui n'avait même pas de toit. « Notre maison ne faisait que 35 mètres carrés et quand il pleuvait dehors, il pleuvait aussi dedans », raconte Jairo Villa, 57 ans, qui travaille pour un producteur de citrons verts aux alentours de Medellín, en Colombie. « Mon plus grand rêve était de construire une nouvelle maison. »

La Colombie présente des conditions climatiques idéales pour l'agriculture, mais la dégradation des terres fertiles après les longues années de conflits internes armés a nui à de nombreuses exploitations agricoles et réduit les possibilités d'emploi pour les populations rurales autour des grandes villes comme Medellín. L'entreprise agricole de limes biologiques Equilibria, où travaille Jairo, tente de régénérer le paysage de la Colombie tout en y renforçant le tissu social.

« Nous utilisons l'agriculture biologique pour restaurer des terres qui servaient autrefois à l'élevage bovin et créer des centaines d'emplois qualifiés et stables dans nos vergers, dans notre usine de transformation et dans nos bureaux », explique Juan Pablo Duque, fondateur d'Equilibria.

Pour Jairo Villa, cela signifie un meilleur travail et une belle maison pour sa femme et ses deux enfants.

Biodiversité et capital-risque

Equilibria favorise une approche plus juste, plus écologique et plus élaborée de l'agriculture.

La Banque européenne d'investissement aide cette entreprise, et beaucoup d'autres comme elle, par l'intermédiaire du fonds EcoEnterprises, une société de capital-risque dirigée par des femmes qui soutient des projets en faveur de la foresterie et de la biodiversité en Amérique latine. Le fonds investit dans des entreprises qui s'engagent à promouvoir l'agriculture durable, à améliorer les conditions de vie et à autonomiser les femmes.

En 2019, Equilibria a reçu un prêt à long terme d'EcoEnterprises pour convertir jusqu'à 2 000 hectares de pâturages dégradés et sous-utilisés en vergers de limettiers biologiques fertiles. Elle espère planter jusqu'à 700 000 limettiers au cours des deux à trois prochaines années.

Equilibria s'appuie sur une technologie innovante et plus écologique. Elle utilise des instruments de pointe pour augmenter la production, réduire au minimum la consommation d'eau et lutter contre les organismes nuisibles tout en respectant l'environnement.

« Nos fermes débordent de vie », se réjouit Angie Álvarez, responsable de la certification chez Equilibria. « Vous pouvez y voir des insectes, des reptiles et des oiseaux partout, au milieu des vergers. Nous préservons toutes les forêts et tous les corridors biologiques existants dans la zone et reboisons des points critiques, comme les berges de rivières, avec des espèces d'arbres indigènes afin de protéger ces ressources vulnérables, d'accroître la biodiversité et de prévenir l'érosion des sols. »

“ Les femmes ont toujours été une sorte de majorité silencieuse, mais elles sont le ciment social des collectivités d’Amérique latine. ”

Un fonds pour l’agriculture écologique appuie des moyens de subsistance durables

EcoEnterprises soutient de nombreuses autres entreprises en Amérique latine et ailleurs dans le monde. La Banque européenne d’investissement a joué un rôle fondamental dans le lancement du fonds EcoEnterprises en 2000 et demeure depuis lors un partenaire clé, avec deux grands investissements représentant un montant de 21 millions d’euros au cours des dix dernières années. Le dernier remonte à mai 2018, mais EcoEnterprises appuie encore aujourd’hui des entreprises du monde entier grâce à cet investissement.

« Le monde a besoin de fonds pour le climat et les infrastructures, car ils sont souvent gérés par des populations locales qui comprennent le cadre culturel et social sur le terrain », explique Gergely Horvath, chargé d’investissements dans les fonds pour le climat à la Banque européenne d’investissement qui a travaillé sur l’accord avec EcoEnterprises. « En choisissant les fonds d’investissement adéquats, nous pouvons faire plus dans des domaines où il est difficile de trouver des financements, comme la lutte contre les changements climatiques, le bien-être social et l’égalité entre les femmes et les hommes. »

Lorsqu’il décide de soutenir une entreprise, EcoEnterprises vérifie si des femmes occupent des postes de direction et encourage les entreprises à recruter des femmes à tous les niveaux d’encadrement.

« Les femmes ont toujours été une sorte de majorité silencieuse, mais elles sont le ciment social des collectivités d’Amérique latine », explique Julia Santander, gestionnaire de fonds en Colombie pour EcoEnterprises. « Notre fonds souhaite que les entreprises reconnaissent l’importance du travail accompli par les femmes, soutiennent l’accès, sur un pied d’égalité, des femmes et des hommes à la propriété foncière et au contrôle des recettes, et veillent à ce que les femmes soient rétribuées pour leur travail. »

Plus de la moitié des cadres supérieurs d’Equilibria sont des femmes. Selon Manuela Ramirez, responsable des ressources humaines, plus de 50 % de ses employés n’ont jamais terminé l’école primaire, plus de 20 % ont dû déménager à cause du conflit armé, et presque aucun n’avait de compte bancaire avant de rejoindre l’entreprise. « Aujourd’hui, tous les employés d’Equilibria ont pleinement accès aux services bancaires et à la sécurité sociale et reçoivent une formation pour continuer à progresser au sein de l’entreprise ».

Tammy Newmark est directrice générale du fonds EcoEnterprises.

DRAINER LES EAUX PLUVIALES

Dans la capitale du Burkina Faso, les inondations font qu'il est difficile de gagner sa vie

Safieta Kabore et Aminata Traore cultivent du persil, de la menthe, de la laitue et du maïs à Ouagadougou. Mais à chaque saison des pluies, la majorité de leurs cultures sont détruites par de graves inondations et elles n'ont rien à vendre sur leurs étals de marché.

Pendant la saison des pluies, « toute la zone est inondée, comme si nous étions à l'intérieur d'un puits », explique Aminata Traore. « Souvent, nous ne pouvons pas aller travailler. La vente sur le marché est notre unique moyen de subsistance. Cela nous permet de payer la scolarité de nos enfants. »

Les inondations urbaines sont un problème majeur dans la capitale du Burkina Faso. **Dans certains quartiers, les fortes précipitations contraignent chaque année des familles à abandonner leurs maisons et à vivre dans des conditions précaires.** « Les marchés, les écoles et les hôpitaux sont inaccessibles », explique Safieta Kabore. « Chaque jour, nous risquons d'attraper des maladies comme le choléra par l'eau que nous buvons ou le paludisme à cause des moustiques. »

La Banque européenne d'investissement et l'Agence française de développement, l'institution financière qui met en œuvre la politique française de développement, travaillent avec des représentants de la ville et de l'État à la construction d'un canal de drainage de 5 km de long afin d'empêcher l'eau de s'accumuler dans le quartier de Tanghin, dans le centre de Ouagadougou. Il y a deux ans, la banque de l'UE a signé un prêt de 15 millions d'euros avec la ville pour soutenir le projet. Les travaux devraient être achevés en 2024.

« En mettant fin aux inondations, nous contribuons à améliorer la qualité de vie de la population de Ouagadougou et à diminuer la fréquence des maladies », explique Sosthène Djigemde, directeur du projet. « Cela contribuera également à préserver les entreprises et à créer davantage d'emplois. »

Des pluies dévastatrices

En 2009, la ville a été frappée par des inondations parmi les plus dévastatrices de son histoire. La zone a reçu environ 300 millimètres de pluie en dix heures. « De nombreuses personnes de notre communauté ont perdu la vie et notre ville a été dévastée par les graves inondations, plongeant toute la population dans la panique et le désespoir », explique Sosthène Djigemde.

Les inondations se sont encore aggravées du fait des changements climatiques. À Ouagadougou, au moins cinq inondations sont survenues chaque année au cours de la dernière décennie, détruisant plus de 24 000 logements et endommageant 150 000 habitations. La ville pâtit également d'installations sanitaires médiocres. Seulement quelque 50 % des ménages bénéficient de services de ramassage des déchets et d'assainissement de qualité.

Le Burkina Faso s'emploie à améliorer les égouts et le drainage en de nombreux endroits.

“ La vente sur le marché est notre unique moyen de subsistance. Cela nous permet de payer la scolarité de nos enfants. ”

« Nous avons décidé de construire un système de drainage et des installations sanitaires efficaces dans ces zones dans tout le pays. Nous sensibilisons également la population aux dangers d’une mauvaise gestion des eaux usées et des déchets », explique Sosthène Djigemde.

Un besoin de financement et de conseils avisés

Ce travail nécessite des fonds importants et une vaste expertise. Les villes ont besoin de temps pour planifier le tracé et installer les canalisations. La construction prendra environ 18 mois dans la capitale, « nous avons donc besoin d’une aide et d’un soutien financier pour réaliser ce projet », explique Sosthène Djigemde.

Nakoulima Moussa, chargé de prêts à la Banque européenne d’investissement pour l’Afrique de l’Ouest, assure que des projets comme celui-ci aident les populations locales et la planète.

« Le projet contribue à la réalisation des objectifs de développement durable des Nations unies », affirme-t-il. « Le Burkina Faso bénéficie à la fois d’un prêt à taux réduit et d’une assistance technique importante, gages de la réussite du projet. »

La prévention des inondations permet aux enfants d’aller à l’école et aux malades de se rendre à l’hôpital, elle réduit les maladies et les dommages matériels et améliore la vie quotidienne de tous et toutes. Le projet créera également plus d’emplois pour les communautés vulnérables à Ouagadougou.

« Nous utilisons l’eau en excès pour cultiver le persil, la menthe, la laitue, l’oseille, l’oignon, les amarantes et le maïs, que nous vendons ensuite sur le marché alimentaire », explique Aminata Traore. « Non seulement ces jardins fournissent de la nourriture, mais ils procurent aussi des emplois et des revenus aux femmes, aux veuves, aux orphelins ou encore aux femmes rejetées par la société. »

DES MONUMENTS ANCIENS, UN MÉTRO MODERNE

Moins d'embouteillages et des trajets plus rapides dans deux métropoles africaines

Noura Saad travaille comme bibliothécaire à Gizeh, à proximité du célèbre Sphinx et de la Grande Pyramide. Pendant des années, elle s'est déplacée en voiture ou en bus pour se rendre à son travail, en butte aux embouteillages et aux retards. Aujourd'hui, son trajet domicile-travail n'est plus le même.

L'an dernier, elle a commencé à emprunter une ligne de métro dont la nouvelle extension relève d'un grand projet de transport égyptien visant à moderniser et à agrandir le réseau souterrain qui, par endroits, s'était fortement dégradé. « Je gagne plus d'une heure quand je prends le métro pour aller travailler », explique Noura Saad. « En évitant de prendre le bus ou le taxi, j'échappe aux embouteillages des transports cairotes. »

Le projet de métro et un programme lié visant à convertir les lignes ferroviaires en lignes de métro ou de tramway permettent à la population d'accéder à de meilleurs emplois dans de nouveaux endroits et aux étudiants de fréquenter des établissements de meilleure qualité. Offrant des solutions de remplacement aux voitures et aux autobus, cette évolution est également bénéfique du point de vue du climat. Le Caire est l'une des villes les plus encombrées au monde, et la pollution atmosphérique y dépasse souvent les limites préconisées par l'Organisation mondiale de la Santé.

Le moyen le plus rapide pour entrer ou sortir de la ville

L'Égypte caresse de grands projets pour améliorer ses transports et les rendre plus durables. En 2021, la Banque européenne d'investissement et l'Égypte ont signé la deuxième tranche d'un prêt de 1,1 milliard d'euros destiné à financer des projets de métro et de tramway à Alexandrie et au Caire, les deux plus grandes métropoles égyptiennes. Ces zones métropolitaines ont connu une forte croissance démographique au cours des dernières décennies, mais le réseau de transport n'a pas suivi.

Un autre grand projet de transport devrait voir le jour prochainement avec les travaux de mise à niveau de la ligne de chemin de fer Tanta – Mansourah – Damiette. Ce chantier permettra de moderniser 119 km de voies ferrées de l'important tronçon reliant Tanta, une ville à une centaine de kilomètres au nord du Caire, au grand port méditerranéen de Damiette.

“ L’Égypte caresse de grands projets pour améliorer ses transports et les rendre plus durables. ”

Depuis le début des années 90, la Banque européenne d’investissement apporte son concours financier aux investissements dans les trois lignes de métro desservant actuellement Le Caire. La banque de l’UE a fourni plus de 2 milliards d’euros au cours des huit dernières années pour aider l’Égypte à améliorer ses transports et à rendre les déplacements moins nocifs pour l’environnement.

Plus de temps au travail et en famille

Trois lignes du métro cairote transportent chaque jour plusieurs millions d’usagers dans une ville qui compte plus de 20 millions d’habitants. Construites dans les années 80, ces lignes ont désormais cruellement besoin d’être remises en état. Le métro cairote a été l’un des premiers réseaux souterrains sur le continent africain à desservir une métropole dans son ensemble. Aujourd’hui encore, il est le plus grand métro d’Afrique et du Moyen-Orient. Mais des retards sont à déplorer sur le plan de sa maintenance et de sa mise à niveau.

« Le concours de la Banque permettra d’accroître la productivité et d’améliorer les conditions de vie dans la ville, car les habitants passeront moins de temps dans les embouteillages et davantage au travail et avec leurs familles », explique Boris Stein von Kamienski, chargé de prêts à la Banque européenne d’investissement. Le financement permet également d’améliorer la qualité des lignes ferroviaires dans le pays et d’encourager les transports verts et durables.

De nouveaux financements sont essentiels pour les rénovations requises. « La coopération entre l’Égypte et l’Union européenne est primordiale pour nous aider à mettre en place et à faire avancer les travaux de construction et de mise à niveau des systèmes de signalisation des lignes de métro », déclare Essam Waly, chef de l’autorité égyptienne des tunnels. « Ce partenariat financier nous aide à réduire les temps de trajet domicile-travail, les embouteillages ainsi que les émissions de dioxyde de carbone, et cela de plusieurs millions de tonnes. »

UN COUP DE POUCE AUX ÉLEVEURS PASTORAUX

Des magasins agricoles de proximité soulagent les éleveurs de bovins pastoraux

Juste à l'extérieur du village de Konya dans le comté du Pokot occidental, Alex Losur Angura garde un troupeau de chèvres devant sa hutte en terre. Son habit coloré s'emmêle constamment dans les arbrisseaux pointus environnants, typiques de cette zone sèche du nord-ouest du Kenya.

« Même quand il pleut, ce n'est jamais en quantité suffisante », déplore Alex. « L'herbe ne pousse pas. Nous sommes obligés d'aller jusqu'en Ouganda. C'est notre plus gros problème. »

Pendant la saison sèche, les éleveurs pastoraux comme Alex Losur Angura doivent se déplacer pour faire paître leur bétail. De nos jours, les sécheresses dans la région se multiplient en raison des changements climatiques. Lors de ces déplacements, certains animaux meurent de faim ou de maladies, d'autres succombent aux attaques des voleurs de bétail. Des conflits éclatent entre les communautés, notamment lorsque les éleveurs kényans franchissent la frontière ougandaise à la recherche de pâturages plus verts afin de procurer plantes fourragères et eau à leurs animaux.

« Lorsque nos animaux meurent, nous nous retrouvons sans moyens de subsistance », explique-t-il. « Nous vendons ces animaux pour pouvoir nous acheter de la nourriture. S'ils disparaissent, nous mourrons de faim. »

Récemment, les conditions de travail d'Alex se sont améliorées grâce à un nouveau magasin agricole qui a ouvert ses portes à Kanyao, tout près de la frontière occidentale du Kenya. Entreprise agroalimentaire bénéficiaire d'un financement de la Banque européenne d'investissement, Paves Vetagro vient d'y installer son tout dernier point de vente. L'entreprise propose des services éducatifs et des produits agricoles aux fermiers et aux éleveurs de bétail de ces régions reculées du nord-ouest du Kenya. Au magasin, les agriculteurs et éleveurs locaux peuvent acheter aussi bien des aliments pour animaux que des médicaments vétérinaires, notamment des vaccins, mais également s'approvisionner en matériel agricole, engrais et semences adaptées aux changements climatiques.

« Paves Vetagro nous a beaucoup aidés. Désormais, les animaux mettent bas sans problème et donnent beaucoup de lait », affirme Alex. Aujourd'hui, il peut facilement s'adresser aux vétérinaires de l'entreprise et leur demander de venir vacciner ses animaux. Il a appris à donner du sel au bétail pour le garder en meilleure forme.

Des services locaux pour des communautés éloignées

Paves Vetagro a été fondée en 1999 par Benson Ririmpoi, un vétérinaire né et élevé dans le comté du Pokot occidental. L'entrepreneur n'a pas ménagé ses efforts pour aider les éleveurs de bétail et les petits agriculteurs du comté pénalisés par le manque d'infrastructures de cette région.

Il a créé son entreprise de manière à pouvoir offrir ses services au plus près de ces communautés isolées.

“ **Nous vendons ces animaux pour pouvoir nous acheter de la nourriture. S'ils disparaissent, nous mourrons de faim.** ”

« Nous nous sommes d'abord positionnés en qualité de prestataire de services central, puis nous avons identifié des partenaires qui vivent au sein même de ces communautés », raconte Benson Ririmpoi.

Gérée initialement depuis Kapenguria, capitale du comté, l'entreprise Paves Vetagro a réussi à établir cette proximité avec les communautés grâce au travail accompli avec les détaillants locaux qui proposent des produits agricoles. En 2021, la société a ouvert deux nouveaux magasins, dont celui situé à proximité de la hutte en terre d'Alex Losur Angura à Konya. À cette occasion, Paves Vetagro a bénéficié d'un prêt d'environ 200 000 euros, soutenu par un outil de financement européen, le mécanisme en faveur des chaînes de valeur dans le secteur agricole kényan (*Kenya Agriculture Value Chain Facility*).

La Banque européenne d'investissement a créé ce mécanisme en 2018 pour aider les banques commerciales du pays à accorder davantage de prêts aux entreprises agricoles venant en aide aux petits exploitants. Le mécanisme est soutenu par un prêt de 50 millions d'euros signé en 2018 entre la Banque européenne d'investissement et Equity Bank, l'un des principaux bailleurs de fonds des petites communautés kényanes. En mars 2021, la Banque européenne d'investissement a signé un nouveau prêt d'un montant de 100 millions d'euros avec Equity Bank pour aider un large éventail d'entreprises touchées par la pandémie de coronavirus, notamment dans le secteur agricole.

« Ce secteur est le principal employeur au Kenya. Les petits exploitants et les petites entreprises agricoles en sont des acteurs clés », explique Nicholas Nzioka, chargé de prêts principal pour la Banque européenne d'investissement à Nairobi. « Ces entreprises et ces agriculteurs ont toutefois un accès limité aux banques et aux prêts. »

L'appui financier aux agriculteurs est particulièrement bienvenu au Kenya, où l'agriculture représente 23 % du produit intérieur brut. L'agriculture emploie près de 54 % des Kényans, mais les nombreuses difficultés liées à l'obtention d'un prêt ont nui à son développement. Moins de 5 % des prêts bancaires au Kenya bénéficient au secteur agricole, estime Nicholas Nzioka.

Obtenir un financement n'a pas été facile pour Benson Ririmpoi, le vétérinaire à l'origine de Paves Vetagro, non plus. Paves Vetagro a fini par bénéficier d'un prêt et a ensuite reçu une subvention au titre d'un outil financier mis en place par l'Union européenne : le fonds AgriFI Kenya Challenge, qui encourage les petits exploitants agricoles et éleveurs à pratiquer une agriculture durable. Paves Vetagro a désormais ouvert huit magasins dans le Pokot occidental et distribue ses produits dans 12 comtés du nord du Kenya. La société emploie plus de 100 salariés.

« La subvention et le prêt ont réellement apporté une aide considérable à notre entreprise », explique Benson Ririmpoi. « Notre projet était d'élargir notre portée, afin que nos éleveurs de bétail et petits exploitants agricoles puissent avoir accès à nos services et produits ainsi qu'aux marchés. »

DES FINANCEMENTS POUR TOUTES ET TOUS



SORTIR DES CASES LIÉES AU GENRE

Par Carmen Niethammer

Au cours de ma longue carrière en tant que spécialiste des questions liées au genre et au développement, on m'a souvent demandé de rédiger un encadré lié à la dimension du genre pour un article ou une publication.

En règle générale, cela consiste à mettre en évidence de manière brève et percutante les activités liées au genre qui ont été annoncées ou mises en œuvre par l'organisation sur une période donnée. Le plus souvent, cette demande est formulée pour deux raisons essentielles : signaler au lectorat que la question du genre revêt une grande importance et s'assurer que la personne ou l'équipe qui prépare l'article ne risque pas d'être critiquée pour avoir oublié cette dimension.

J'ai produit beaucoup de contenus mettant en lumière la question du genre, pas toujours brefs et percutants, mais globalement succincts et pertinents. Ce que j'en retiens, c'est que, bien souvent, ce coup de projecteur sur le genre n'aura pas l'impact souhaité. Nous devons sortir la question du genre des cases auxquelles nous la réduisons.

La question centrale du genre

Je suis convaincue que nous devons élargir notre champ de vision et ne pas nous contenter de réduire nos initiatives importantes en matière d'égalité entre les sexes à un petit paragraphe qui coche la bonne case. La question du genre est centrale et devrait être intégrée à tout ce que nous faisons, comme c'est le cas pour la question du climat.

- Mettre en lumière des récits abordant la question du genre, y compris ostensiblement, ne permettra pas de mieux comprendre où nous en sommes ni où nous devons aller.
- En plus de promouvoir des récits de réussites en matière d'égalité entre les sexes, nous devons intensifier nos efforts pour justifier sur les plans de l'économie et du développement des interventions davantage axées sur l'égalité entre les sexes. Nous pourrions ainsi mieux expliquer pourquoi cette question est importante, montrer les domaines où nous n'en faisons pas assez, et déterminer de nouveaux points d'entrée pour encourager l'égalité entre les femmes et les hommes.
- Dans nos publications, nous pouvons appuyer des études de cas sur le genre au moyen de données solides et d'analyses sexospécifiques ainsi que de témoignages éclairants. Des données et des récits convaincants permettront au lectorat de marquer une pause et de creuser la question du genre.
- Une approche globale de l'égalité entre les sexes dans l'ensemble de nos communications encouragera les changements systémiques dont nous avons besoin et incitera davantage de personnes à réfléchir de manière innovante à la façon dont nous pouvons piloter et amplifier les initiatives qui réduisent les inégalités entre les femmes et les hommes.

Prenons l'exemple des grands objectifs de la Banque européenne d'investissement. Pendant longtemps, lorsque la Banque travaillait sur les questions du genre et de l'action climatique, l'accent était mis sur la protection des populations vulnérables (dont les femmes) contre les effets des changements climatiques. Cet angle ne permettait pas de reconnaître de manière adéquate que les femmes sont un élément essentiel de la solution climatique et qu'elles doivent être impliquées dans tous les domaines de notre action pour le climat. De plus en plus de données soulignent qu'il est justifié sur les plans de l'économie et du développement d'adopter une perspective sexospécifique pour tous les investissements dans le domaine de l'action climatique. Adopter cette perspective signifie que nous garantissons que les femmes participent à l'action climatique tant sur les plans de l'investissement, que de l'emploi et du développement. Des études ont montré que les femmes sont plus susceptibles de créer des entreprises axées sur la durabilité et que les entreprises comptant plus de femmes dans leur conseil d'administration sont davantage enclines à améliorer l'efficacité énergétique, à réduire les coûts de l'entreprise et à investir dans les énergies renouvelables. En d'autres termes, raconter comment nous amplifions l'action climatique grâce à la participation des femmes à tous les niveaux a plus de poids que de cocher un certain nombre de cases liées au genre.

Une occasion souvent manquée

Imaginez comment le financement des entrepreneuses bénéficie aux entreprises dirigées par des femmes et améliore la vie des personnes qu'elles emploient, de leurs familles et de leurs communautés. Lorsque les institutions financières se concentrent sur les femmes qui n'ont pas de compte bancaire ou qui ne peuvent pas obtenir de prêts ou d'autres financements, elles sont susceptibles de créer une formidable opportunité d'investissement. En contrepartie, ces investissements renforcent ceux effectués par la BEI. Alors que les entreprises détenues par des femmes représentent près d'un tiers des entreprises dans le monde, selon la Société financière internationale, environ 68 % de celles détenues ou dirigées par des femmes peinent à obtenir une bonne cote de crédit ou des financements. En outre, les entreprises fondées par des femmes reçoivent moins de la moitié du volume d'investissements accordés à celles créées par des hommes. Cette disparité existe malgré le fait que les entrepreneuses génèrent deux fois plus de recettes par dollar investi que leurs homologues masculins. **Des études montrent que les entreprises nommant des femmes à au moins la moitié de leurs postes de direction présentent de meilleurs taux de croissance du chiffre d'affaires, des bénéfices et des rendements de l'actif – et, en période de crise, du cours de l'action.**

Ces réussites prennent vie non pas dans un encadré lié à la dimension du genre, mais dans des récits qui mettent des visages sur ces chiffres. Si vous voulez plus d'exemples, prenez celui de la gestion d'Alitheia IDF, le premier fonds de capital-investissement dirigé par des femmes et axé sur ces dernières en Afrique. Chez Alitheia, la façon dont Polo Leteka et Tokunboh Ishmael voient les choses change la vie de centaines de personnes. Ces deux associées fondatrices sont des figures de proue des investissements sexospécifiques rentables.

Se pencher sur tous les aspects d'un projet

La justification sur les plans de l'économie et du développement des transports durables et sexospécifiques est un vaste sujet qui ne saurait se contenter d'un entrefilet bref et percutant cochant la case du genre. Est-ce que cela vous surprend d'entendre que les systèmes de transport conçus dans une optique sexospécifique peuvent offrir aux femmes un large éventail de possibilités économiques, augmenter la productivité économique de tout un pays et stimuler le produit intérieur brut ? Une enquête menée en 2018 a révélé que 47 % des Jordaniennes ont refusé des possibilités d'emploi parce qu'elles ne bénéficiaient pas de transports publics abordables et sûrs.

“ Raconter comment nous amplifions l’action climatique grâce à la participation des femmes à tous les niveaux a plus de poids que de cocher un certain nombre de cases liées au genre. ”

Encore une fois, nous devons examiner tous les aspects des projets lorsqu’il s’agit d’envisager la question du genre. Aider les femmes à trouver des emplois dans le secteur des transports et à accéder à des postes de direction est susceptible d’avoir un impact plus important sur les transports durables et l’action climatique que si seuls les hommes étaient employés. **Si l’opinion des femmes était prise en compte lors de la conception et de l’exploitation des systèmes de transport, la consommation énergétique et les émissions dues au transport de voyageurs diminueraient de 29 %.**

La question du genre a occupé une place centrale dans la construction des nouvelles lignes de métro à Bangalore, en Inde. Beaucoup de femmes ont indiqué se sentir mal à l’aise lorsqu’elles prenaient le métro non accompagnées. La Banque européenne d’investissement a aidé à mettre en place de nombreuses mesures pour renforcer la sécurité et l’emploi des femmes (et, de fait, accroître le nombre d’usagères du métro). La Banque a contribué à la création de voitures distinctes conçues spécialement pour les femmes, fixé des objectifs en matière d’emploi des femmes en tant que conductrices de rames, permis aux femmes de bénéficier d’horaires de travail flexibles pour répondre aux besoins de leur famille, installé des sanitaires pour les femmes et offert des services de garderie pour leurs enfants.

Le logement est un autre enjeu majeur de l’égalité entre les sexes. En avril 2021, la Banque a accordé à la ville de Valence un prêt de 27 millions d’euros pour un projet public de logements locatifs abordables qui aidera particulièrement les femmes. Les fonds serviront à construire 323 unités locatives dans des bâtiments économes en énergie ainsi qu’à réhabiliter quatre bâtiments dans toute la ville. Le projet s’efforcera en particulier d’aider les locataires à faible revenu, les parents isolés et les victimes de violence domestique.

Sortir des cases sur la question du genre a été une aventure épanouissante sur le plan personnel. C’est également le cas pour la Banque européenne d’investissement. Pour la Banque, faire preuve de créativité (en sortant des cases liées au genre, par exemple) n’a rien de nouveau : en 2019, elle a été la première banque multilatérale de développement à adopter le Défi 2X, un ensemble de critères internationaux pour le financement de l’égalité entre les femmes et les hommes. Le succès de l’initiative ShelInvest de la Banque européenne d’investissement constitue un autre exemple du potentiel de transformation des investissements sexospécifiques, qui contribuent à bâtir des collectivités plus prospères et résilientes pour toutes et tous, ainsi qu’à renforcer l’autonomisation économique des femmes dans toute l’Afrique. BEI Monde a mobilisé plus de 2 milliards d’euros d’investissements sexospécifiques depuis le début de l’initiative fin 2019, offrant à la population africaine un meilleur accès au financement, ainsi qu’un accompagnement dédié et des produits sur mesure qui libèrent le potentiel commercial et social indispensable pour l’égalité entre les femmes et les hommes.

Vous voulez toujours cocher la case liée au genre ?

Carmen Niethammer est spécialiste des questions liées au genre à la Banque européenne d’investissement.

HORS DES SENTIERS BATTUS

Trois diplômées universitaires font du plus grand projet routier du Malawi leur tremplin professionnel

Par Jim Hodges

Lilongwe, capitale du Malawi, par une chaude journée d'octobre 2019. C'est là que tout a commencé. J'étais dans la salle de conférence de l'administration des routes du Malawi pour l'instruction de ce qui allait devenir le plus grand projet jamais financé par la Banque européenne d'investissement dans le pays : la remise en état d'un tronçon de 350 km de la M1. Il s'agit de la route la plus importante du Malawi. Elle parcourt le pays sur presque toute sa longueur, relie les villes principales et sert de lien avec les pays voisins et les ports commerciaux essentiels.

En piteux état depuis des années, elle est si dangereuse que seuls les plus téméraires osent l'emprunter la nuit. On y déplore de nombreuses victimes chaque année. La Banque intervient au Malawi depuis plus de 40 ans, mais de tous ses projets, celui-ci aura un impact inégalé sur la population et l'économie, et ce pour des décennies.

Alors que nous mettions la dernière main à l'accord de prêt de 95 millions d'euros pour la remise en état de la route, je n'ai pu m'empêcher de remarquer que, sur la dizaine de personnes présentes dans la pièce, la seule femme était notre juriste. J'ai donc fait observer aux employés de l'administration routière ce que la plupart des études révèlent en la matière : les organisations obtiennent de meilleurs résultats lorsque les femmes et les hommes sont représentés de manière équilibrée à tous les niveaux. Le chef de l'administration a écouté attentivement et a accepté de prendre des mesures à cet égard.

Le Malawi est l'un des pays les plus pauvres du monde et compte l'un des taux les plus élevés de personnes vivant dans l'extrême pauvreté. Les personnes pauvres dépendent majoritairement d'une agriculture de subsistance à petite échelle pour survivre. Les perspectives d'emploi, en particulier pour les jeunes, sont limitées. Pour toutes ces raisons, **il est difficile de décrire la joie que j'ai éprouvée quand j'ai appris que trois femmes allaient commencer à travailler sur le projet en mars 2021.**

Il a fallu beaucoup de temps et d'efforts, mais trois diplômées de l'université ont fini par être engagées dans le cadre du projet, leur rémunération étant financée sur la subvention de 43 millions d'euros approuvée par l'Union européenne pour les travaux routiers. Elles acquièrent de l'expérience en travaillant auprès de spécialistes venus du monde entier, s'informent sur les meilleures normes internationales en matière de construction routière et contribuent activement au projet.

Contre vents et marées

Dans un environnement dominé par les hommes, où l'on s'attend surtout à ce que les femmes restent à la maison, aient des enfants et s'occupent du foyer, je me réjouis de constater tant d'espoir chez ces trois femmes qui ont dû franchir des obstacles la majeure partie de leur vie.

La chance sourit aux esprits bien préparés. Ces jeunes femmes ont fait preuve d'une force et d'une ambition personnelles pour se préparer et c'est ce qui leur a permis de saisir cette occasion. J'ai hâte de voir leur progression à mesure que la nouvelle route avance.

Elles empruntent des sentiers peu battus par les femmes au Malawi et serviront de modèles pour les jeunes filles qui rêvent d'égalité des chances et d'une vie meilleure dans tout le pays.

Chacune de ces femmes est remarquable à sa manière. Voici leur histoire.

“ Les femmes doivent être prêtes à accomplir des choses par elles-mêmes. Il faut être indépendante. ”

Sekani Sidira, 25 ans, ingénieure civile

Sekani est née dans le district de Karonga, dans le nord du pays. Elle n’a pas eu une enfance facile. Son père, avocat, est décédé alors qu’elle n’avait que cinq ans. « Cela a chamboulé toute notre vie », se souvient-elle. « Mon père avait un bon travail. Après, nous n’avions plus que notre maman, qui n’arrivait pas à trouver un bon emploi. »

Sa mère s’est retrouvée seule avec quatre enfants à charge. N’ayant pas fait d’études supérieures, elle ne cessait d’encourager Sekani à apprendre. « Ma mère a toujours été très stricte à ce sujet », explique Sekani. « Elle disait que les hommes seraient toujours là, mais pas l’école. C’est ce qu’elle m’a inculqué dès le plus jeune âge. » Sekani est donc allée à l’école. Elle était même brillante et terminait souvent l’année première de sa classe, ce qui lui a valu une bourse d’études secondaires de deux ans.

Sekani était passionnée d’ingénierie. Et le fait qu’il s’agisse d’un métier à prédominance masculine n’allait pas l’empêcher d’étudier cette matière à l’université. Elle souhaitait s’investir en retour pour la communauté et s’est ensuite portée volontaire pour donner des cours à temps partiel à l’université pendant les week-ends. Elle a obtenu son diplôme en génie civil, avec une spécialisation dans les transports. Elle s’intéresse tout particulièrement aux systèmes de transport intelligents.

Sekani participe à un grand nombre de tâches dans le cadre du projet de remise en état de la M1, dont la supervision, le suivi, le contrôle de la qualité, la gestion des entrepreneurs, la sécurité routière et l’établissement de rapports.

« Ma force vient de mon éducation », dit-elle. « Ma maman me répétait sans cesse : “Sekani, j’ai eu de bons enfants et un bon mariage, mais ce n’est pas toujours suffisant. Les femmes doivent être prêtes à accomplir des choses par elles-mêmes. Il faut être indépendante.” »



“ J’espère inciter quelques filles – voire beaucoup d’entre elles – à ne pas se fixer de limites. ”



**Delilah Mbvundula, 23 ans,
responsable environnement**

Delilah est l’aînée d’une famille qui, à part son père, attaché de relations publiques dans une administration, ne compte que des femmes. Sa mère n’a pas fait d’études supérieures, mais « elle a beaucoup accompli et m’a encouragée à aller plus loin qu’elle », dit Delilah. Ses deux parents ont été de bons modèles, mais c’est principalement sa mère et sa grand-mère qui l’ont encouragée à acquérir de l’expérience et de l’indépendance avant de se marier. « Quand on veut faire carrière en tant que femme, on devient généralement infirmière ou enseignante, et les filles ne sont pas suffisamment encouragées ou elles n’ont pas la confiance nécessaire pour se lancer dans des matières scientifiques », explique Delilah. « Mais ma mère et ma grand-mère m’ont dit que si je disposais des outils et de l’éducation nécessaires, je pourrais atteindre des sommets. »

Delilah s’est rendu compte très tôt qu’elle était passionnée de science et de nature. Elle n’avait pas envie de passer tout son temps dans un bureau. Des études en sciences de l’environnement à l’université semblaient donc tout indiquées.

Outre les questions environnementales, Delilah gère certains aspects sociaux du projet M1. Ses tâches consistent à travailler en étroite collaboration avec l’équipe environnementale du chef du service de l’ingénierie, à surveiller la conformité environnementale et à faire office de référente environnement pour les acteurs du projet et la collectivité.

« Ce que je voudrais, c’est que le développement soit mis en œuvre de manière durable pour les générations futures », dit-elle. « J’espère aussi inciter quelques filles – voire beaucoup d’entre elles – à ne pas se fixer de limites. »

“ **Mon objectif est d’encourager l’autonomisation des femmes et d’être un modèle pour beaucoup d’autres.** ”

Jaqueline Singano, 26 ans, sociologue

Jaq, comme elle préfère être appelée, a passé la majeure partie de sa vie dans la ville commerciale du pays, Blantyre. Elle a fréquenté une école secondaire catholique, puis a étudié les sciences sociales à l’université catholique du Malawi. Elle n’avait que 15 ans quand sa mère est décédée, mais elle a eu la chance d’avoir un père exceptionnel qui l’a toujours soutenue dans ses projets.

Contrairement à de nombreux pères traditionnels, celui de Jaq l’a poussée à travailler dur et l’a encouragée à se concentrer sur l’école. « C’est inhabituel. La plupart des pères souhaitent marier leurs filles au plus vite », explique-t-elle. Son père l’a pleinement soutenue dans son désir d’aller à l’université. Il l’a même aidée à se préparer au programme d’égalité hommes-femmes de l’administration routière.

Jaq est sensible à la situation des personnes marginalisées dans la communauté. Selon elle, ces populations doivent pouvoir s’exprimer et bénéficier d’un soutien beaucoup plus important. Elle a donc cherché et ciblé une carrière dans le travail social au cours de ses dernières années d’études secondaires.



La contribution de Jaq au projet routier est axée sur les questions sociales, telles que l’analyse de la discrimination fondée sur le sexe, le suivi des mesures d’atténuation sociale, la coordination avec la communauté, les organismes publics et les ministères, la formation et la sensibilisation.

« Je suis heureuse que ce projet fasse la promotion des femmes, car mon objectif est d’encourager l’autonomisation des femmes et d’être un modèle pour beaucoup d’autres », dit-elle.

Jim Hodges est chef de la représentation régionale de la Banque européenne d’investissement en Afrique du Sud.

DES POSSIBILITÉS ÉLECTRISANTES POUR LA SOCIÉTÉ

Neoenergia ouvre une école au Brésil pour que les femmes deviennent électriciennes, promouvant ainsi l'inclusion sociale

Érica Carvalho de Oliveira est issue d'une famille d'électriciens. Aujourd'hui, elle est sur le point de devenir la première femme de sa famille à exercer ce métier.

« Je suis très fière de participer à un projet qui lève les obstacles liés au sexe », déclare-t-elle. « Il s'agit de sortir de sa zone de confort et de montrer que les femmes comme les hommes peuvent occuper n'importe quel emploi. »

Érica fait référence à sa formation à l'école d'électricité dirigée par Neoenergia, l'un des plus grands fournisseurs d'électricité au Brésil. L'école fait partie de l'Institut Neoenergia, créé pour aider les membres les plus vulnérables de la société.

À l'école d'électricité, qui a ouvert ses portes en 2013, les cours sont gratuits et proposés dans des régions où l'entreprise fournit de l'électricité et où vivent des communautés défavorisées, comme Bahia, Pernambuco, Rio Grande do Norte, São Paulo et Brasília. Au départ, l'école n'acceptait que les hommes, mais en 2019, elle a ouvert des classes destinées aux femmes pour montrer que le métier d'électricien n'était pas réservé aux premiers. L'ouverture de ces classes témoignait aussi de l'engagement de Neoenergia en faveur des objectifs de développement durable des Nations Unies.

« Il s'agit d'ouvrir des possibilités pour de meilleures conditions de vie, mais aussi de montrer que les secteurs généralement associés aux hommes offrent également des perspectives d'emploi pour les femmes », explique Régia Barbosa, qui dirige le développement organisationnel chez Neoenergia.

Parvenir à l'égalité entre les sexes

En mars 2022, la Banque européenne d'investissement a signé un prêt de 200 millions d'euros avec Neoenergia pour soutenir davantage de projets dans les énergies renouvelables au Brésil. Cet investissement aidera également l'entreprise à améliorer l'égalité entre les femmes et les hommes et à être plus active sur le plan social.

Joana Sarmiento Coelho, chargée de prêts à la Banque européenne d'investissement qui a travaillé sur ce projet ayant trait aux énergies renouvelables, affirme que le programme de formation en électricité de Neoenergia est un bon exemple que d'autres entreprises souhaitant favoriser l'inclusion pourraient suivre.

« Neoenergia peut en être très fière », déclare-t-elle. « Il montre que, peu importe le pays ou le statut social et économique, quand il y a une volonté, les moyens suivent. »

“ Il s’agit de sortir de sa zone de confort et de montrer que les femmes comme les hommes peuvent occuper n’importe quel emploi. ”

Le programme de formation reçoit des milliers de candidatures chaque année. En fin de compte, 200 personnes sont sélectionnées en fonction de leurs résultats à des tests en géographie, mathématiques et histoire, notamment. Environ un tiers des places est réservée aux femmes. Les élèves diplômés deviennent certifiés dans leur domaine et peuvent se porter candidats à un poste chez Neoenergia ou l’un de ses partenaires. En 2021, l’entreprise avait embauché plus de 1 600 personnes ayant terminé la formation de l’école d’électricité. Aujourd’hui, près de 300 femmes sont devenues électriciennes certifiées par l’intermédiaire de ce programme.

Il n’est pas aisé de renverser le stéréotype des électriciens de sexe masculin. Pour ce faire, il faut changer la façon dont les hommes perçoivent les femmes dans ce secteur, dont les clients perçoivent les électriciennes et dont les femmes se perçoivent elles-mêmes.

« Avec cette école, nous montrons aux femmes qu’elles sont capables de travailler dans ce secteur », explique Régia Barbosa. « Elles ont toutes les capacités, l’intelligence et le dévouement nécessaires pour réussir si elles saisissent cette possibilité et se font confiance.



UN VÉRITABLE FONDS POUR LES FEMMES

Le bon investissement pour de meilleurs résultats

Chika Russell a quitté son Nigeria natal pour le Royaume-Uni à l'âge de six ans. Mais ces premières années marquées par la cuisine familiale et les recettes traditionnelles ont été une source d'inspiration pour sa vie professionnelle, parce qu'elle est tombée amoureuse des plats locaux préparés dans la rue par des Nigérianes : la banane plantain frite (le « dodo »), l'igname rôtie, et la variété d'arachides cultivée dans le pays, appelée « epa », plus petite et au goût plus intense.

En 2014, après sept années dans la finance, elle a créé sa propre entreprise. CHIKA'S s'approvisionne en ingrédients provenant tout droit d'Afrique et travaille directement avec les communautés nigérianes pour proposer aux consommateurs britanniques des collations saines et artisanales.

« Je voulais exercer une activité qui ait un impact sur les autres et soit la plus prospère possible », explique Chika Russell, qui a également mis en place un partenariat à visée caritative pour soutenir l'accès à l'éducation de 38 000 filles et la construction d'écoles en Afrique.

L'un des investisseurs de CHIKA'S est Alitheia IDF, un fonds d'investissement africain dirigé par deux associées fondatrices, Tokunboh Ishmael et Polo Leteka. En novembre 2021, la Banque européenne d'investissement a signé un investissement de 24,6 millions de dollars dans ce fonds pionnier. Alitheia a ainsi pu atteindre sa taille cible de 100 millions de dollars. Il s'agit du premier investissement de la Banque européenne d'investissement dans un fonds de capital-investissement qui cible les petites et moyennes entreprises africaines en intégrant la dimension d'égalité des sexes.

Défendre ses rêves

Grâce au capital d'expansion apporté par Alitheia, Chika a mis sur pied une usine de fabrication au Nigeria, qui devrait employer 320 personnes, dont 70 % de femmes. L'établissement produira des collations destinées aux marchés nigérian et ouest-africain. Tous les produits seront exportés vers les pays voisins, ce qui y créera également des emplois.

Et Polo Leteka d'ajouter : « Les perspectives en matière d'impact de l'action de Chika Russell étaient vraiment formidables, il existait manifestement un marché et un potentiel de rendement important. Chika Russell est une formidable cheffe d'entreprise, très dynamique. Elle sait ce qu'elle fait. Elle a soif de réussite. »

Alitheia IDF investit dans de petites et moyennes entreprises dirigées par des équipes mixtes. Il a pour objectif de générer de solides rendements financiers et un impact social tangible en Afrique. Le fonds investit dans des secteurs bénéficiant de la participation d'un pourcentage élevé de femmes entrepreneuses, productrices, distributrices ou consommatrices. On peut notamment citer l'industrie agroalimentaire, les biens de consommation, la santé, l'éducation, le secteur de la création et les services financiers et aux entreprises. Implanté à Lagos et Johannesburg, Alitheia investit dans six pays : Nigeria, Afrique du Sud, Ghana, Zambie, Zimbabwe et Lesotho.

“ Les investisseurs traditionnels mettent de l’argent sur la table, parce qu’ils préfèrent soutenir ceux qui leur ressemblent, travaillent comme eux, parlent comme eux, et fréquentent les mêmes endroits. ”

En 2008, lorsque Tokunboh Ishmael et Polo Leteka ont lancé Alitheia IDF, une coentreprise entre Alitheia Capital au Nigeria et IDF Capital en Afrique du Sud, elles cherchaient résolument à soutenir des entreprises détenues par des femmes. Elles savaient que, sur le continent, un grand nombre d’entre elles pourraient se développer à la faveur d’un financement approprié.

En Afrique subsaharienne, environ 40 % des entreprises sont détenues par des femmes, mais moins de 10 % d’entre elles sont en mesure d’obtenir des financements classiques. « On dit souvent que les investisseurs traditionnels mettent de l’argent sur la table, parce qu’ils préfèrent soutenir ceux qui leur ressemblent, travaillent comme eux, parlent comme eux, et fréquentent les mêmes endroits », ajoute Polo Leteka.

Un fonds phare 2X

Alitheia est un fonds phare 2X, c’est-à-dire qu’il fait partie du Défi 2X (« 2X Challenge »), une initiative multilatérale lancée par les institutions de financement du développement des pays du G7 dans le but de mobiliser 15 milliards de dollars d’ici la fin de 2022 pour soutenir des projets qui favorisent l’autonomisation et la participation économique des femmes. La Banque européenne d’investissement a été la première banque multilatérale de développement à adopter et à appliquer les critères du Défi 2X, dont elle est devenue membre en juin 2021.

Ce qui a suscité l’intérêt de la Banque, c’est la perspective d’investir dans une équipe exclusivement féminine, une exception dans un secteur du capital-investissement dominé par les hommes. Selon Déborah Vouche, membre de l’équipe de la BEI qui a travaillé sur l’opération, « il s’agit d’un véritable fonds créé par les femmes, pour les femmes. Elles ont fait œuvre de pionnières dans ce segment en formant la toute première équipe à proposer un fonds axé sur l’égalité des sexes en Afrique subsaharienne. »

L’investissement dans Alitheia IDF contribue également à l’initiative ShelInvest, dans le cadre de laquelle la Banque européenne d’investissement vise à mobiliser plus de 2 milliards d’euros d’investissements intégrant la dimension de genre sur tout le continent. Ces cinq dernières années, Polo Leteka et Tokunboh Ishmael ont observé un changement des mentalités.

Les investisseurs ont pleinement souscrit à la diversité, y ont été sensibilisés ou sont curieux. « Je pense, conclut Polo Leteka, que dans un ou deux ans, chaque investisseur voudra connaître votre stratégie d’investissement en faveur de l’égalité des sexes. »

L'INNOVATION ET LA RELANCE VERTE



LA TRANSITION NUMÉRIQUE AU SERVICE DE L'ÉCONOMIE AFRICAINE

Donner accès à la technologie pour construire des sociétés prospères

Par Benoît Denis

Le haut débit, les télécommunications mobiles et l'internet sont le cœur battant de l'économie numérique. Cependant, en Afrique, une fracture nette divise les personnes connectées de celles qui ne bénéficient toujours pas d'un accès à l'internet. On estime leur nombre à 900 millions. Pour celles qui sont connectées, le service est coûteux et la bande passante est limitée dans de nombreuses régions. En Afrique, seul 0,4 % de la population a un abonnement à des services haut débit fixe. Pour se connecter à l'internet, c'est le téléphone mobile qui est utilisé la plupart du temps.

Disposer d'un téléphone mobile avec une connexion internet offre de grands avantages aux populations rurales dans des zones éloignées où la couverture réseau est inégale. Pendant la pandémie de coronavirus, de nombreuses personnes sans connexion à l'internet ont perdu l'accès aux informations sur les services de santé et l'éducation. La production dans de nombreux secteurs a chuté en conséquence. **Pour que la reprise économique de l'Afrique au-delà de la pandémie soit plus rapide, le continent doit accélérer sa transition numérique.**

Afin de soutenir l'investissement dans les infrastructures dans le monde, l'UE a défini la stratégie « Global Gateway », qui vise à mobiliser 300 milliards d'euros entre 2021 et 2027 à l'appui de projets de connectivité, notamment en faveur du numérique. Investir dans les infrastructures numériques de l'Afrique peut aider le continent à bâtir une économie numérique sécurisée, inclusive et sûre.

L'essor des connexions mobiles

En Afrique, le nombre d'abonnés à la téléphonie mobile croît plus rapidement que partout ailleurs dans le monde. Les plateformes numériques ouvrent des perspectives pour les entrepreneurs, les jeunes pousses et les entreprises établies, en les mettant instantanément en contact avec des clients existants ou potentiels. La banque mobile permet le paiement rapide des biens et des services.

En Afrique, de nombreux opérateurs concentrent leurs investissements sur la technologie mobile, qui devient ainsi l'infrastructure principale du continent pour les services de télécommunications. Dans certaines régions, jusqu'à 99 % des connexions (voix et données) sont établies grâce aux téléphones mobiles. Ces appareils sont plus abordables, couvrent une zone plus large et sont à l'origine de moins de problèmes que les connexions internet à partir de lignes fixes.

Des services 5G de pointe sont en cours de déploiement ou en phase de test dans certains pays africains, tels que l'Afrique du Sud. Ils offrent l'occasion de fournir un accès sans fil aux ménages et aux entreprises dans des régions dépourvues de lignes fixes à haut débit.

Grâce aux services 5G, une entreprise de livraison de produits alimentaires sera en mesure de suivre à distance ses camions et ses expéditions, une coopérative agricole pourra déployer des systèmes d'irrigation en fonction des conditions météorologiques ou des caractéristiques du sol, et des compagnies de distribution d'eau et d'électricité pourront assurer un meilleur suivi des pertes et mieux gérer l'affectation des ressources.

Les hautes fréquences utilisées par la technologie 5G nécessitent des investissements supplémentaires par rapport aux réseaux 4G. Étant donné que les ondes de fréquence courte pénètrent moins bien les corps solides comme les murs ou les fenêtres, davantage d'équipements et de stations de base doivent être installés plus près des clients.

La BEI financera davantage d'investissements dans les infrastructures de télécommunication et mettra au point des instruments financiers en vue d'apporter aux populations les plus pauvres et les plus désavantagées les services numériques qui leur permettront d'accéder à des services de santé en ligne, de banque mobile, d'administration en ligne et de commerce électronique.

Connecter et protéger les non-connectés

Connecter tout le monde représente un grand défi pour les fournisseurs d'accès, en particulier dans les zones où peu d'habitants peuvent se permettre cette nouvelle dépense. Leurs bénéfices diminuent lorsque la densité démographique est faible ou lorsque des contraintes géographiques rendent l'installation plus coûteuse. Ainsi, dans de nombreux pays africains, les fournisseurs d'accès à l'internet ne desservent pas certaines zones, ce qui nuit à la société et à l'économie.

Les grandes banques publiques mondiales peuvent aider les pays à améliorer les services de téléphonie et d'accès à l'internet dans les zones rurales. La Banque européenne d'investissement est membre de la plateforme Digital4Development. Cette plateforme rassemble le secteur privé, des organisations non gouvernementales et des institutions financières dans le but d'accroître les investissements et de soutenir une transformation numérique dont tout le monde peut tirer parti.

La Banque européenne d'investissement dispose également d'instruments qui peuvent contribuer à connecter les zones mal desservies. Par exemple, elle associe à ses prêts des subventions soutenues par la Commission européenne, un processus connu sous le nom de « panachage des ressources ». Celui-ci permet de réduire les risques des investissements, d'attirer des investisseurs du secteur privé et de faire en sorte que plus de composantes de la société puissent bénéficier de la connectivité. De tels outils pourraient également inclure un programme de financement dédié aux infrastructures de télécommunication. Géré par la BEI, il mobiliserait des investissements provenant de diverses sources, au moyen d'un panachage de subventions ou de prêts assortis de garanties.

Une autre méthode pour accroître la connectivité dans les zones rurales consiste à partager les équipements, ce qui réduit les coûts pour les entreprises et facilite l'extension de la portée des réseaux. Ainsi, il est possible de partager les pylônes, les câbles en fibre optique et les bâtiments. Ce partage peut également concerner le réseau d'accès radioélectrique, l'itinérance nationale et l'introduction d'opérateurs de réseaux mobiles virtuels.

L'atout satellite

Le satellite peut aussi apporter la connectivité au cœur des zones rurales. On recourt souvent aux communications par satellite en cas de catastrophe naturelle ou de situation d'urgence lorsque les communications terrestres sont indisponibles. Il est utile car il s'agit d'un système de communication autonome qui capte des signaux à partir d'un lieu et les retransmet vers un site différent à l'aide d'un transpondeur, un dispositif intégré qui reçoit et émet des signaux radioélectriques.

Certains pays africains ont placé en orbite des satellites radio, comme la constellation NileSat et le satellite NigComSat. Toutefois, l'Afrique a besoin d'investissements plus importants dans ces technologies pour pouvoir couvrir les zones moins densément peuplées. La Banque européenne d'investissement finance des systèmes spatiaux, y compris des projets qui aident l'Afrique.

“ L’Afrique peut se montrer ambitieuse en ce qui concerne le développement du numérique pour ouvrir la voie à la croissance économique, à l’innovation et à la création d’emplois. ”

Elle a contribué au financement du projet satellite Alphasat conçu pour fournir des services téléphoniques et un accès au haut débit à des régions isolées d’Afrique, du Moyen-Orient et d’Europe.

La route sous-marine

Environ 99 % du trafic international de données transite par des câbles sous-marins. D’importantes lignes de câbles sous-marins relient l’Amérique du Nord à l’Europe et à l’Asie. La croissance du trafic de données oriente l’investissement vers l’infrastructure de transmission de données. La capacité des câbles sous-marins à fibres optiques augmente de façon exponentielle.

S’il est vrai que le continent africain reste insuffisamment desservi, les opérateurs et les investisseurs y ont récemment mené des projets, en particulier sur sa côte orientale. On peut citer l’exemple du réseau de câbles sous-marins d’Afrique de l’Est, une infrastructure de près de 10 000 kilomètres, ainsi que le câble ACE (Africa Coast to Europe) reliant Gibraltar à l’Afrique du Sud et irriguant les pays du golfe de Guinée.

Un prêt de la BEI d’un montant de 25 millions d’euros finance un câble sous-marin destiné à renforcer la connexion numérique de la Mauritanie avec le reste du monde. Ce câble de 600 km soutiendra la résilience économique du pays en réduisant les risques liés à la perte de connexion par les systèmes existants et renforcera l’accès au numérique.

Un effet d’entraînement

L’Afrique peut se montrer ambitieuse en ce qui concerne le développement du numérique. Les technologies numériques ouvrent de nouvelles voies à la croissance économique, à l’innovation et à la création d’emplois. Elles donnent accès à des services qui étaient inimaginables il y a seulement dix ans. Pourtant, une fracture numérique persiste entre les villes et les zones rurales, et entre les sexes également. Le risque d’une cyberattaque augmente aussi à mesure que la transition numérique des économies s’accélère.

Les institutions de développement aident les États africains à trouver des moyens plus agiles et plus efficaces de fournir des services aux citoyens et d’interagir avec eux sur le terrain. Les entreprises ont tout intérêt à recourir à des modèles centrés sur le numérique pour atteindre les centaines de millions de clients potentiels habituellement hors de portée, car ils résident dans des endroits éloignés ou ne disposent pas de moyens de paiement pour les transactions électroniques.

Les avantages sont clairs et cruciaux : un formidable développement économique et social pour toutes et tous.

Benoît Denis est économiste principal au sein de la division Infrastructures numériques à la Banque européenne d’investissement.

UNE CAPACITÉ MONDIALE DE PRODUCTION DE VACCINS

Des partenariats en réponse aux faibles niveaux de vaccination

Malgré des milliards d'investissements et de nombreux objectifs ambitieux, le pourcentage de personnes vaccinées contre le coronavirus dans les pays en développement reste faible.

L'objectif annoncé par l'Organisation mondiale de la Santé vers le milieu de l'année 2021 était d'atteindre 70 % de la population mondiale vaccinée dans un délai d'un an. Le nombre de personnes ayant reçu au moins une dose de vaccin contre le coronavirus à la mi-2022 était égal ou supérieur à 60 % dans la plupart des pays à revenu élevé, mais tombait à 3 % dans certains pays à faible revenu. Le taux de population bénéficiant d'une couverture vaccinale complète en Afrique s'établit légèrement au-dessus de 10 % à l'heure actuelle.

La Banque européenne d'investissement consacre plus de temps et d'investissements pour améliorer la distribution de vaccins, tout en recherchant des entreprises capables de fabriquer localement des vaccins internationaux. **L'objectif : disposer d'une grande capacité mondiale de production de vaccins pour lutter contre le COVID-19 et de futures maladies.**

La banque de l'UE collabore étroitement avec la Commission européenne, l'Organisation mondiale de la Santé, la Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies (CEPI) et d'autres organismes concernés par la santé afin d'accélérer la production de vaccins. En juin 2021, la Banque européenne d'investissement a signé, avec la société de biotechnologie Univercells, un accord de 30 millions d'euros pour la distribution mondiale de vaccins. Le but est de fabriquer de grands volumes de vaccins anti-COVID-19 sur un nouveau site belge et d'aider à la construction d'autres usines de vaccins à travers le monde. En avril 2022, la Banque a octroyé un prêt de 15 millions d'euros à la société italienne de recherche biomédicale IRBM afin d'accroître sa capacité de fabrication de vaccins et d'élargir ses travaux de recherche sur le coronavirus et d'autres maladies.

Conseils internationaux, production locale

La Banque européenne d'investissement aide également l'Afrique et d'autres régions à produire des vaccins localement. L'Afrique importe environ 99 % de ses vaccins. Une nouvelle installation de production de vaccins à l'Institut Pasteur de Dakar, au Sénégal, relève du plan de la Banque visant à aider à combler une lacune à l'échelle du continent en matière de production et de distribution.

« La pandémie de COVID-19 a mis en évidence la nécessité d'accroître la vaccination en Afrique », affirme Amadou Sall, directeur de l'Institut. « Si l'on veut endiguer la transmission ou limiter la gravité de la maladie, nous devons vacciner davantage de personnes. »

L'Institut Pasteur de Dakar prévoit de fabriquer chaque mois jusqu'à 25 millions de doses de vaccin contre le COVID-19 d'ici la fin de 2022, ce qui en fait un chaînon clé de la stratégie vaccinale de l'Union africaine et des Centres africains de contrôle et de prévention des maladies.

« L'Afrique dépend entièrement des autres pays pour produire des vaccins et les mettre à la disposition de sa population », déclare Ramon Ynaraja, le représentant de la Banque européenne d'investissement au Sénégal. « C'est pourquoi ce site au Sénégal est si important pour le continent. »

“ L’Afrique dépend entièrement des autres pays pour produire des vaccins et les mettre à la disposition de sa population. ”

L’Union européenne apporte son soutien à l’Institut Pasteur de Dakar à hauteur de près de 100 millions d’euros. Cette enveloppe se compose de deux prêts de la Banque européenne d’investissement et d’une subvention de la Commission européenne.

La Banque européenne d’investissement augmente régulièrement sa contribution à COVAX, l’initiative mondiale visant à accroître la vaccination dans les pays en développement. En avril 2022, elle a annoncé un nouveau financement prévu d’un milliard d’euros destiné à COVAX, en plus des 900 millions d’euros déjà promis. Dans le cadre du mécanisme COVAX, environ 1,5 milliard de vaccins contre le COVID-19 ont été livrés à 145 pays.

Une enveloppe d’un milliard d’euros pour l’Afrique

Le soutien de la Banque européenne d’investissement à la nouvelle usine de Dakar s’inscrit dans le cadre d’une enveloppe d’investissements d’un milliard d’euros dans les vaccins, les médicaments et les technologies de santé en Afrique, décidée lors du Sommet mondial du G20 sur la santé qui s’est tenu à Rome en 2021.

La Banque européenne d’investissement s’est jointe à huit autres institutions de développement au début de 2022 pour soutenir les plans de Biovac visant à intensifier la fabrication de vaccins. À la mi-2021, la société pharmaceutique sud-africaine a annoncé avoir conclu un accord avec Pfizer pour produire le vaccin ARNm de BioNTech au Cap. L’objectif est de disposer de la capacité de fabriquer au moins 100 millions de doses du vaccin BioNTech sur ce site et de les distribuer à des dizaines de pays dans toute l’Afrique.

Un investissement dans la sécurité sanitaire mondiale

La Banque européenne d’investissement est toujours à la recherche de nouveaux moyens d’accroître la production de vaccins en Europe et ailleurs dans le monde. Mi-2021, les présidents du Rwanda et du Sénégal ont rencontré en Allemagne la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, et le président de la Banque européenne d’investissement, Werner Hoyer, pour examiner comment acheminer davantage de vaccins vers un plus grand nombre de pays.

Des représentants de BioNTech, société soutenue par la Banque européenne d’investissement pour mettre au point les premiers vaccins ARNm leaders contre le COVID-19, ont participé à cette réunion. À cette occasion, BioNTech a confirmé son intention d’aider à la fabrication de vaccins dans trois pays africains, en commençant potentiellement par le Sénégal et le Rwanda. Les usines seraient des répliques de l’installation de BioNTech située dans la ville allemande de Marbourg. La Banque européenne d’investissement a également sollicité ses partenaires internationaux afin d’étudier la possibilité de produire des vaccins au Ghana et au Bénin.

C’est en travaillant en équipe que « nous laisserons la pandémie derrière nous et que nous bâtirons un avenir meilleur pour l’Afrique et l’Europe », a déclaré Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, à l’issue de la réunion en Allemagne.

UNE ACTION MONDIALE, UN CHANGEMENT LOCAL

Un fonds d'Asie du Sud-Est soutient les énergies propres et des lieux de travail favorables à la diversité

Sujay Malve se souvient de la frustration qu'il ressentait la nuit lorsque des coupures d'électricité survenaient alors qu'il faisait ses devoirs ou préparait ses examens universitaires en Inde. Aujourd'hui âgé de 40 ans, ce natif de Pune, une ville située à environ 150 kilomètres au sud-est de Bombay, se souvient : « Vous étudiez tard la nuit pour un test le lendemain quand survient une coupure de courant. Ne pas avoir de lumière est vraiment ennuyeux, surtout avant un examen important. Je me penchais sur les coupures de courant autour de moi et je cherchais à en connaître la cause, mais j'étais totalement impuissant. Je pense que c'est ce qui a dicté mon parcours professionnel. »

Sujay Malve dirige Canopy Power, une société basée à Singapour et spécialisée dans l'électrification des entreprises et des collectivités non raccordées au réseau électrique. Canopy Power conçoit et construit des microréseaux dans toute l'Asie du Sud-Est. Elle combine les panneaux solaires et l'énergie éolienne avec le stockage sur batteries et des commandes intelligentes pour proposer un approvisionnement fiable en électricité sur des îles éloignées, comme dans les Philippines et en Indonésie.

« En Asie du Sud-Est, on compte des milliers d'îles où les entreprises ne sont pas raccordées aux réseaux électriques », explique Sujay Malve. « Elles doivent brûler du carburant pour produire de l'électricité : c'est cher, sale et peu fiable. Avec mon équipe, nous sommes convaincus que l'électricité peut améliorer la qualité de vie et donner aux populations les moyens de se prendre en charge. Surtout dans cette région. »

Pour développer sa société, Sujay Malve envisage une participation de Jasmine Private Market Fund, un fonds d'investissement créé en 2021 pour aider les entreprises innovantes à lutter contre les changements climatiques tout en soutenant l'économie circulaire et l'agro-industrie durable. En septembre 2021, la Banque européenne d'investissement a approuvé un investissement de 30 millions de dollars au maximum en faveur de ce fonds, qui a levé au total 200 millions de dollars.

Comprendre la lutte contre les changements climatiques

« L'Asie du Sud-Est a besoin de ce soutien », assure Melissa Kang, fondatrice de JI Capital Partners, la société de capital-investissement sise à Singapour qui gère le fonds Jasmine. « La région compte 650 millions d'habitants et une population jeune, ce qui est bon pour le développement économique à long terme. Toutefois, sa croissance économique rapide augmente considérablement les émissions de carbone. Malheureusement, les grands parcs éoliens et solaires n'ont qu'une utilité limitée en raison de la fragilité et de la fragmentation du réseau électrique. »

“ L’électricité peut améliorer la qualité de vie et donner aux populations les moyens de se prendre en charge. ”

Le Groupe Banque européenne d’investissement repère et soutient de nouveaux fonds comme celui de Melissa Kang qui, à leur tour, aident des centaines de petites entreprises dans le monde, dans des secteurs tels que la culture durable du café en Amazonie, le logement abordable et économe en énergie en Namibie et la pêche durable au Mexique.

« Les fonds d’investissement nous semblent être un bon outil pour attirer plus de capitaux et mobiliser davantage de capacités afin de remédier aux défaillances du marché d’une manière financièrement viable », explique Gergely Horvath, chargé d’investissements dans les fonds pour le climat à la Banque européenne d’investissement.

En choisissant les fonds d’investissement adéquats, la Banque européenne d’investissement peut également faire plus dans des domaines où il est difficile de trouver des financements, comme la lutte contre les changements climatiques, le bien-être social et l’égalité entre les femmes et les hommes. L’investissement qu’elle a effectué en Asie du Sud-Est avec JI Capital Partners en est un bon exemple. Dirigé par une femme, ce fonds compte de nombreuses femmes parmi ses cadres. Il cible des investissements dans des entreprises qui s’attachent au développement durable de la société et à la participation des femmes, sur un pied d’égalité, au marché du travail.

L'ÉDUCATION APRÈS LA PANDÉMIE

Dans les pays plus pauvres, des services à faible intensité technologique peuvent aider les élèves à se remettre sur les rails

Par Silvia Guallar Artal, Martin Humburg et Nihan Koseleci Blanchy

Au printemps 2020, la scolarité de 1,6 milliard d'enfants a été interrompue du jour au lendemain. La pandémie de coronavirus a contraint plus de 190 pays à fermer leurs écoles et à passer à l'enseignement à distance. Les pays riches ont adopté l'apprentissage en ligne, certains récoltant plus de succès que d'autres. Au Botswana, des chercheurs en éducation ont tenté une autre approche : ils ont mis leurs téléphones mobiles à contribution.

Un trio de chercheurs de l'Université d'Oxford, de l'Université Columbia et de Young 1ove, l'une des plus grandes organisations non gouvernementales du Botswana, a testé l'efficacité des téléphones mobiles pour accompagner l'apprentissage à distance. Ils ont réparti 4 550 familles avec des enfants d'âge scolaire primaire en trois groupes : le premier groupe a reçu un SMS avec des problèmes mathématiques de base à résoudre ; le deuxième a reçu le même SMS accompagné d'un appel téléphonique de 15 à 20 minutes au cours duquel les exercices ont été expliqués à l'enfant et à ses parents ; le troisième a servi de groupe témoin.

Après quatre mois, les chercheurs ont noté les enfants par téléphone afin d'évaluer leur apprentissage. Les résultats n'ont pas manqué de surprendre. Les enfants du groupe ayant reçu des SMS accompagnés d'instructions personnalisées par téléphone avaient appris beaucoup plus que ceux du groupe témoin. Quant aux SMS envoyés seuls, ils n'ont eu aucun impact.

Pour les chercheurs du Botswana, les conclusions sont évidentes. Les appels téléphoniques mobiles accompagnés de SMS constituent un moyen peu coûteux d'améliorer l'apprentissage des élèves et l'engagement des familles dans leur éducation. C'est une solution innovante aux pertes d'apprentissage massives causées par la pandémie, en particulier dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Alors que seulement 15 % à 60 % des ménages des pays à revenu faible ou intermédiaire ont accès à l'internet, 70 % à 90 % des ménages possèdent au moins un téléphone mobile.

Tirer la sonnette d'alarme

Il faudra attendre des années avant de connaître les conséquences de la fermeture des écoles et du passage soudain à l'enseignement à distance. À moins d'y remédier, ces pertes d'acquis au cours des deux dernières années auront des répercussions à long terme sur la croissance économique et la cohésion sociale. Nous devons aider les enfants à rattraper leur retard et veiller à ce que leur lien avec l'éducation ne soit pas définitivement rompu.

La technologie peut nous y aider. Ce n'est pas la panacée et, pour être efficace, il faut y recourir sous la conduite avisée des enseignants. Cela étant, la technologie, y compris de faible intensité, peut combler les lacunes en matière d'éducation qui découlent de la pandémie.

C'est absolument essentiel, car l'échec de l'éducation fait le lit des problèmes sociaux. Compte tenu du lien étroit entre les résultats scolaires et la croissance économique, les pays en développement dont la main-d'œuvre est moins qualifiée auront du mal à rattraper leur retard sur les pays riches. Plonger dans le monde du travail des étudiants qui ont subi les répercussions de la pandémie et qui ne possèdent pas les compétences adéquates pourrait exacerber les tensions sociales et freiner les efforts déployés par les pays les plus pauvres pour améliorer les conditions de vie de leurs populations.

“ L'échec de l'éducation fait le lit des problèmes sociaux. ”

Au plus fort de la pandémie, plus de 85 % des élèves dans le monde ne suivaient plus une scolarité de manière régulière et 40 % avaient perdu tout contact avec leurs enseignants. **La Banque mondiale estime que les coûts économiques des pertes d'éducation causées par la pandémie pourraient se chiffrer en milliers de milliards de dollars à l'échelle mondiale.**

Les pays à revenu faible ou intermédiaire ont été les plus durement touchés. En 2020, les écoles des pays à revenu élevé ont été fermées pendant 53 jours en moyenne contre 115 jours pour celles des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, selon l'Unesco. Pour de nombreux élèves, aucun apprentissage en ligne n'était possible, même si certains pays ont essayé d'utiliser des émissions de radio ou de télévision à des fins pédagogiques. Les écarts en matière d'éducation entre les élèves se sont creusés et les enseignants font désormais la classe à des enfants dont les niveaux sont radicalement différents.

La Banque européenne d'investissement n'a pas ménagé ses efforts pendant la pandémie pour améliorer les soins de santé et stimuler l'économie partout dans le monde. Elle a également investi dans l'amélioration des écoles et des services numériques, notamment en faveur de l'apprentissage en ligne à domicile :

- en février 2022, un prêt de 102,5 millions d'euros a été accordé pour aider à la construction de 150 écoles communautaires dans plusieurs régions du Maroc. La Commission européenne a versé 500 000 euros pour aider le Maroc à payer les ordinateurs et les connexions internet destinés aux étudiants universitaires travaillant depuis leur domicile pendant la crise ;
- un excédent de 8 millions d'euros provenant d'un prêt à la Tunisie a permis d'améliorer les écoles du pays et de les maintenir ouvertes pendant la pandémie. En une semaine seulement, 750 000 masques et 102 500 litres de gel hydroalcoolique ont été commandés pour 240 000 élèves et 160 000 enseignants et membres du personnel ;
- en décembre 2021, la Banque a signé un prêt de 70 millions d'euros pour aider la Serbie à installer des connexions internet rapides dans tout le pays, permettant à davantage de personnes de télétravailler et garantissant aux enfants un enseignement de qualité, y compris lorsqu'ils doivent suivre les cours à distance. Ce prêt s'ajoute à un prêt de la BEI de 65 millions d'euros à la Serbie en 2020 pour moderniser les écoles primaires et secondaires et procurer à 50 000 enseignants de nouveaux équipements numériques, de meilleures connexions et une formation.

Une technologie minimale pour de grands résultats

Tout comme au Botswana, au Bangladesh, au Népal et au Brésil on a aussi utilisé le téléphone pour appeler ou envoyer des SMS aux parents, aux personnes s'occupant d'enfants et aux élèves eux-mêmes, avec de bons résultats pédagogiques. Alors que les campagnes de téléphonie mobile visant à suivre et à soutenir les élèves ont montré leur efficacité pour un coût modique, très peu de gouvernements y ont eu recours, soit seulement 17 % des pays à faible revenu et 57 % de ceux à revenu intermédiaire.

La pandémie et les lacunes en matière d'apprentissage qu'elle laisse derrière elle obligent les gouvernements et les éducateurs à reconsidérer les outils numériques et à améliorer la connectivité. Les résultats seront essentiels pour toute une jeune génération dans les pays à revenu faible et intermédiaire.

Silvia Guallar Artal, Martin Humburg et Nihan Koseleci Blanchy sont économistes à la Banque européenne d'investissement.

VERS UN MEILLEUR COMBUSTIBLE

L'hydrogène vert pourrait contribuer à combler les lacunes de nos objectifs climatiques

Par Mélanie Mazier

Depuis plus de dix ans, Isabel Geppert a pour objectif professionnel de réduire le plus possible les émissions de carbone dans le secteur de l'énergie et dans l'économie de manière générale.

« J'ai toujours été intéressée par les diverses possibilités qui s'offrent à nous pour transformer notre système énergétique et créer des moyens de subsistance durables », explique Isabel, qui dirige un ambitieux projet d'investissement dans l'hydrogène vert pour l'État allemand. « J'ai découvert l'hydrogène vert il y a dix ans à l'université. Aujourd'hui, il gagne en popularité, mais à l'époque, c'était un secteur de niche. »

Isabel Geppert est spécialiste de la transition énergétique au bureau parisien de la GIZ (*Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit*), l'agence allemande chargée des investissements à l'appui du développement dans le monde entier. Fin 2021, l'État allemand a signé un accord avec la Banque européenne d'investissement pour coopérer sur un fonds fiduciaire pour l'hydrogène vert. La Banque et la GIZ commenceront à utiliser ce fonds en 2022 pour aider les pays du monde entier à produire ou à utiliser de l'hydrogène vert. L'Allemagne a versé 25 millions d'euros au fonds. Les contributions d'autres pays sont également admises.

« L'hydrogène vert apporte une solution supplémentaire de décarbonation pour les secteurs où il est difficile de réduire les émissions. Il peut avoir des effets positifs sur le climat, mais aussi sur la réalisation d'autres objectifs de développement », explique Isabel.

Les bonnes et les mauvaises méthodes

Il existe de nombreuses façons de fabriquer de l'hydrogène, certaines étant bonnes, d'autres mauvaises pour l'environnement. Pour produire de l'hydrogène vert, on utilise de l'électricité générée à partir de sources renouvelables afin de séparer l'hydrogène de l'eau. L'hydrogène brun, par contre, est fabriqué en brûlant du charbon et représente plus de 90 % de la production mondiale d'hydrogène.

Pour parvenir à un monde neutre en carbone d'ici le milieu du siècle, comme le prévoit l'accord de Paris, nous devons réduire considérablement les émissions. Beaucoup voient dans l'hydrogène vert la clé de la réalisation de cet objectif. Le nouveau fonds pour l'hydrogène fournira une assistance technique destinée à aider les pays à intégrer l'hydrogène vert dans leurs plans nationaux pour le climat et à identifier des projets en la matière.

“ Il reste beaucoup d’obstacles à franchir pour que le recours à l’hydrogène se généralise, et le besoin d’éducation dans ce domaine est important. ”

Lacunes en matière d’énergies renouvelables

Avec la technologie actuelle, il n’est pas possible de produire suffisamment d’électricité verte pour remplacer les combustibles fossiles (en particulier pour les industries chimiques et sidérurgiques). L’hydrogène vert offre un immense potentiel pour ces secteurs de l’économie.

Isabel Geppert, en sa qualité de représentante de la GIZ, souligne toutefois que l’hydrogène vert n’est pas une solution miracle. Il n’est pas facile à transporter de manière durable et sa fabrication entraîne de grandes pertes d’énergie. Il existe des solutions à ces problèmes, mais elles passent par un renforcement de la recherche-développement dans ce domaine. « Dans la mesure du possible, l’électricité provenant de sources vertes doit être la priorité », dit-elle, « mais lorsqu’elle n’est pas disponible, l’hydrogène vert est une bonne solution de remplacement. »

Mélanie Mazier est spécialiste des relations avec les donateurs à BEI Monde.



POSTFACE

UN AVENIR FAIT DE PAIX ET DE PROSPÉRITÉ

La coopération internationale et les institutions nées de partenariats mondiaux sont nos meilleurs instruments pour relever les défis urgents. Les organismes de financement multilatéraux comptent parmi les manifestations les plus puissantes de ces partenariats. Ils contribuent à semer la prospérité, aident les pays à sortir de la pauvreté et s'attaquent aux menaces existentielles, comme les changements climatiques et la pandémie mondiale.

La Banque européenne d'investissement est un membre clé de l'Équipe Europe, collaborant étroitement avec la Commission européenne et les pays de l'Union européenne. Nous sommes l'une des nombreuses institutions européennes travaillant avec le Service européen pour l'action extérieure, afin d'améliorer les conditions de vie dans le monde entier. Le présent rapport explique comment la Banque répond à de nombreuses menaces – de la production de vaccins en Afrique subsaharienne à l'autonomisation des femmes en Amérique latine et en Afrique, et de la fourniture de matériel médical aux éleveurs dans des régions reculées du Kenya à la restauration des forêts endommagées en Colombie.

Qu'il s'agisse de soutenir les énergies renouvelables sur les petites îles d'Asie du Sud-Est, de réduire la pollution automobile dans les métropoles égyptiennes, de mettre en place des connexions internet dans des centaines d'écoles serbes afin d'améliorer l'enseignement à distance, ou de planifier la reconstruction de l'Ukraine, l'objectif de la Banque est de faire en sorte que chaque euro investi compte. Pour cela, elle mène un travail approfondi sur le terrain et met en œuvre des outils financiers innovants qui encouragent les secteurs public et privé à collaborer pour contenir les risques liés aux investissements. L'objectif ultime est de voir cet effort déboucher sur des sociétés et un environnement des entreprises auxquels chacun participe pleinement et sur un pied d'égalité.

BEI Monde rapproche la Banque européenne d'investissement des populations, des entreprises et des institutions locales. Notre nouvelle branche spécialisée dans le développement crée des pôles régionaux afin d'accélérer le décaissement des financements, et renforce le nombre d'experts régionaux et internationaux dans les bureaux situés au-delà de l'Union européenne. Ces spécialistes travailleront d'arrache-pied avec des partenaires du monde entier pour soutenir des projets dans les domaines du développement d'infrastructures, des énergies propres, des soins de santé et des changements climatiques, tout en proposant davantage de microfinancement local dans les régions où les populations n'ont souvent pas accès à une banque. Lorsque des prêts sont accessibles, les entreprises emploient plus de travailleurs, les femmes deviennent indépendantes, les déplacements forcés de populations ralentissent et les ménages peuvent échapper à la pauvreté.

Constituant une nouvelle orientation, BEI Monde nous permet de renforcer l'impact de ressources limitées pour le financement du développement et, ainsi, d'atteindre les objectifs mondiaux de l'Union européenne et de ses partenaires. La Banque européenne d'investissement et BEI Monde souhaitent contribuer à la construction d'un monde dans lequel tous les peuples – forts de leurs cultures, religions et histoires diverses – ont les mêmes chances de réussir sur le plan économique et de mener des vies agréables, avec le soutien de sociétés durables qui protègent l'avenir de notre planète.

Lilyana Pavlova, Ambroise Fayolle et Thomas Östros
Vice-présidents chargés du développement

**Une analyse de l'impact économique de nos investissements
au-delà de l'Union européenne est disponible
dans le volume qui accompagne cette publication :
Rapport BEI Monde – L'impact.**



**RAPPORT
BEI MONDE
L'HISTOIRE**

2021-2022